

OCTOBRE
NOVEMBRE

1956: HONGRIE, SUEZ

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

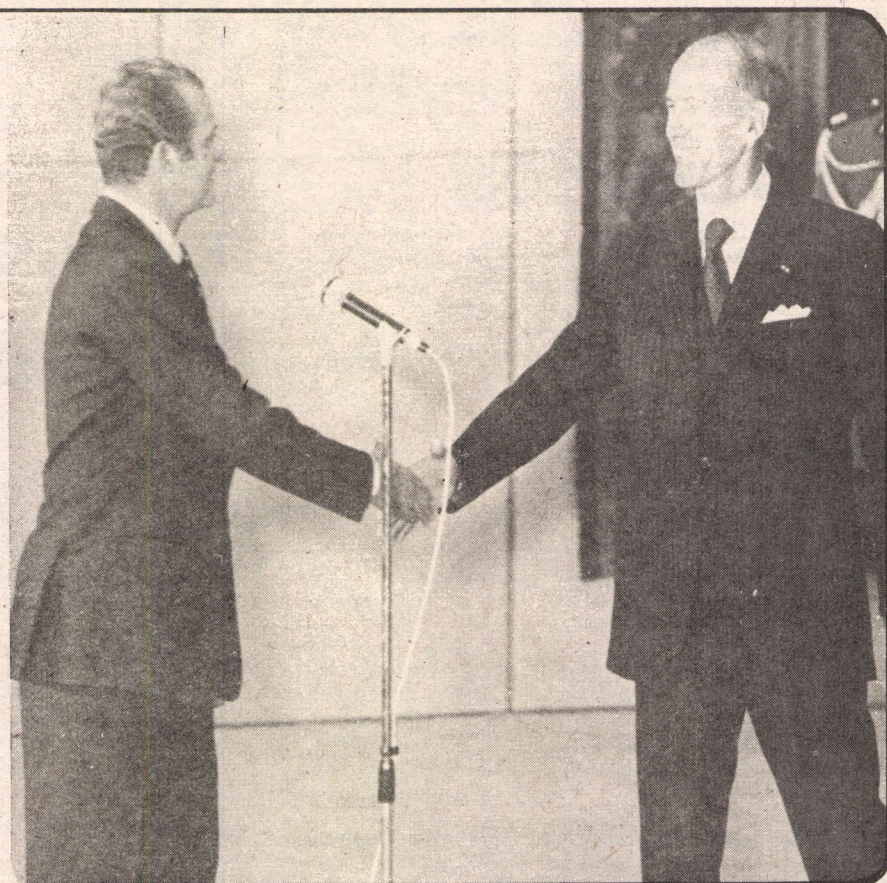
Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 426 - 30 octobre 1976 - prix : 3 F

DASSAULT
et SEGUY
D'ACCORD
POUR
NATIONALISER
DASSAULT

p. 6

**JUAN CARLOS
CHEZ GISCARD:
à la recherche
d'une caution
démocratique
sur mesure.**



**Afrique du Sud:
de la lutte pour
l'égalité raciale
à la lutte pour
l'émancipation
sociale.**

P. 4

Sommaire

DANS LE MONDE

- Page 4 :
— Rhodésie : la Conférence de Genève ou le début de la longue fin.
— Afrique du Sud : de la lutte pour l'égalité raciale à la lutte pour l'émancipation sociale.
Page 5 :
— Liban : les Phalanges et Israël coalisés contre les Palestiniens.
— USA : les trusts au-dessus des lois.
Page 24 :
— Grande Bretagne : la livre sombre.

EN FRANCE

- Page 6 :
— Séguy et les nationalisations.
— Dassault est pour sa nationalisation... avec indemnisation.
— Le PCF contre la répression en URSS ?
Page 7 :
— Les candidats de Lutte Ouvrière : pour que ceux qui en ont ras-le-bol puissent le dire.
— Opération Chirac : l'art d'être dans la majorité, mais sans y être.
Page 8 :
— Les révolutionnaires et les élections législatives partielles.
— La LCR et l'OCI à la remorque de l'Union de la gauche.
Pages 9 et 10 :
— Rouge dialogue avec ses lecteurs sur les problèmes du quotidien.
— Lu avec intérêt.
Page 17 :
— Quand Séguy parle d'unité syndicale.
Pages 18 et 19 :
— La manifestation du 23 à Paris : des jeunes dans la rue contre le chômage.

DOSSIER

- Pages 11 à 16 :
1956 : HONGRIE - SUEZ.
— Nous sommes tous des assassins.
— Quand la bureaucratie russe réprimait l'insurrection populaire.
— Quand Guy Mollet lâchait les parachutistes sur Port-Saïd.
— 1956 : le tournant.

DIVERS

- Page 21 :
— Télévision : La délinquance des jeunes, aux dossiers de l'écran.
— Théâtre : Histoire d'une révolte, d'après la pièce de Lope de Vega.
Page 22 :
— Livres : L'affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime ; Machines à dormir, de Marie-France Moulin ; Le rôle de l'individu dans l'histoire, de Georges Plekhanov ; 1956 : Suez, auto-justification d'un colonialiste, ancien ministre du Parti Socialiste.
Page 23 :
— Films : Lettre paysanne, de Safi Faye ; Debout, les damnés de la terre, de Kimisaburo Yashimura ; Les douze travaux d'Astérix, de Goscinny et Uderzo.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Mieux vaut une population qui fait la police qu'une police contre la population

En lançant l'opération « Appel à la population » pour identifier la voix du ravisseur de Grenoble, la police a innové en la matière.

Oh, ce n'est pas nous, révolutionnaires, que l'idée de faire appel à la population pour trouver des coupables effraiera. Mais pourquoi ne mobilise-t-on pas la population contre des coupables qu'elle a les moyens de démasquer ?

Le fisc recherche les grands fraudeurs, ceux qui échappent à l'impôt ? Eh bien, que ne fait-on appel à la population ? Les travailleurs des ports de la Côte-d'Azur doivent pouvoir débusquer les véritables propriétaires des multiples yachts qui, battant pavillon étranger, ne font pas partie des « signes extérieurs de richesse » des milliardaires qui en jouissent pourtant à longueur d'année.

Les spéculateurs qui font fuir les capitaux en Suisse peuvent être démasqués. Il faut faire appel aux

employés de banque, aux employés des entreprises, bref, à tous ceux qui peuvent donner des indications sur les déplacements monétaires de tous ceux qui sont susceptibles de faire changer de domicile à leurs millions en quelques heures.

Certaines affaires toujours non élucidées trouveraient peut-être ainsi une solution. La population de Bruay-en-Artois, ne pourrait-elle pas la mobiliser pour trouver enfin l'assassin de Brigitte Dewèvre ? Le juge Pascal, qui connaît bien le dossier, même si on le lui a retiré, pourrait guider lui-même les recherches en se servant de la radio et de la télévision.

Aussi secrets, aussi bien cachés soient-ils, les personnages haut placés qui enfreignent la loi n'échapperaient pas à ce contrôle tous azimuts. Mais voilà, ces coupables-là, la police se garde bien de les faire rechercher par leurs victimes.

Faire en sorte que la population assure elle-même la police, c'est pourtant possible. Peut-être qu'effectivement il y aurait certaines erreurs, certains excès. Mais ils seraient à coup sûr infiniment moins graves que les « bavures » policières, infiniment moins nombreux que les « erreurs » judiciaires. Mais cela ne peut se concevoir que dans une société où la fonction de la police serait effectivement et uniquement la protection des citoyens.

Mais dans la société actuelle, le rôle de la police n'est pas de protéger les personnes et les vies ni, bien sûr, les intérêts de la communauté. Il est de garantir un ordre social, il est de protéger les biens des riches, des possédants, de défendre le pouvoir de la bourgeoisie. Et cela justement contre la population, contre l'immense majorité des citoyens.

Jacques LENOIR.

Saisie du livre « Prison d'Afrique »

Une illustration de la démocratie française

Le ministre de l'Intérieur, Poniatowski, a interdit, par un arrêté publié au *Journal Officiel* du vendredi 22 octobre le livre de Jean-Paul Alata intitulé *Prison d'Afrique*. Dans la matinée, la police est venue saisir aux Editions du Seuil six mille exemplaires de l'ouvrage.

L'auteur, ancien fonctionnaire français, syndicaliste FO et membre du Parti Socialiste, avait choisi la nationalité guinéenne au moment de l'indépendance du pays en 1958. Il avait alors été successivement inspecteur général du

commerce, puis directeur général des affaires économiques et financières auprès du président Sékou-Touré. En janvier 1971 il est arrêté, ainsi que deux cents autres personnes, et accusé de complot contre l'Etat. Il a alors passé quatre ans et demi dans les prisons guinéennes. Son livre devait être un témoignage sur les arrestations arbitraires, la torture et les conditions de détention en Guinée.

Mais, puisque messieurs les industriels français ont quelques investissements fructueux en Guinée et espèrent prochainement s'y ou-

vrir de nouveaux marchés, il est interdit de parler en France des prisons guinéennes. Cette censure fait partie des petits services que les gouvernements se rendent mutuellement. Giscard peut bien publier quelques pages de réflexions fumeuses sous le titre « *Démocratie Française* », la véritable réalité de cette « démocratie française », c'est une fois de plus Poniatowski qui l'a inscrite en quelques lignes dans le *Journal Officiel* du 22 octobre.

O.B.

Michel Sardou :

Le show business avec la tête des autres !

On savait le chanteur Michel Sardou réactionnaire. Tous les préjugés et les idées imbéciles, ses chansons les colportent : l'esprit cocardier, le chauvinisme, le mépris de la femme, entre autres choses.

Mais Michel Sardou vient de franchir les limites de l'indécence avec

sa dernière chanson « *Je suis pour* ». Cet individu est pour la guillotine, pour la loi du lynch appliquée aux criminels, et son appel au meurtre est répercuté sur les ondes à longueur de journée.

Il y a cependant un aspect encore plus choquant dans l'entreprise de Michel Sardou. Celui-ci n'est pas un « doctrinaire » ; l'ac-

tivité qu'il exerce est lucrative, ô combien ! Pour chaque goutte de sang sollicitée par Sardou, ce sont plusieurs centaines de francs qui tombent dans son escarcelle. Flatter les plus bas instincts du public peut être d'un bon rapport. Sardou l'a compris.

R.B.

Réunion publique

Lutte Ouvrière

suivie d'un débat

A ROUEN

VENDREDI
5 NOVEMBRE

20 h 30

Halle aux Toiles

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

LUTTE OUVRIERE (1)

pour une période de un an : prix, 90 F.

pour une période de six mois : prix, 50 F.

LUTTE DE CLASSE pour un période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

Juan Carlos chez Giscard à la recherche d'une caution démocratique sur mesure

EDITORIAL

■ Le roi Juan Carlos d'Espagne aura été reçu en grande pompe pendant trois jours par Giscard.

Il ne s'agit pas d'une simple visite protocolaire, malgré la banalité des propos publics. D'ailleurs les propos, publics comme privés, n'ont pas grande importance. La signification politique de la visite réside dans le simple fait qu'elle ait eu lieu, que Juan Carlos ait demandé à venir à Paris, et que Giscard l'ait accueilli.

Juan Carlos est venu à Paris pour y trouver une caution et un label démocratique. Que les Giscard et les Poniatowski puissent en être les dispensateurs, cela peut prêter à sourire. Mais c'est ainsi. La France est, à sa manière, un modèle en la matière. Le modèle d'un pays où la bourgeoisie maintient sa domination sur la société par l'intermédiaire d'institutions parlementaires. Le modèle d'un système politique où l'on donne aux citoyens l'illusion d'être libres en autorisant un parlement à bavarder librement de l'égalité des chances de tous, pendant qu'un seul capitaliste peut mettre dans sa poche, par simple combine fiscale, le salaire annuel de cinquante mille ouvriers.

Eh bien, Juan Carlos est engagé, dans son pays, dans une opération politique visant à passer de la dictature sanglante de son prédécesseur Franco vers un système parlementaire semblable à celui qui apparaît si efficace en France. Vers un système où la force brutale de l'appareil d'Etat bourgeois, l'armée, la police, est dissimulée derrière le jeu des partis, par des élections. Vers un système où l'on peut donner aux exploités l'illusion que leur sort peut changer par un changement de la composition d'un parlement de quelques centaines d'individus sans pouvoir, alors que la puissance économique et la force militaire résident ailleurs.

Mais l'opération de passage de la dictature ouverte au système parlementaire est délicate. Il faut que Juan Carlos parvienne à convaincre sa propre opinion publique bourgeoise, d'abord qu'il est possible de la réussir, sans que les masses opprimées par la dictature ne traduisent les illusions en espoir et n'interviennent dans le processus de changement décidé d'en haut. Ensuite, il faut qu'il parvienne à convaincre cette même opinion publique qu'il est l'homme de la situation. Il faut qu'il parvienne à convaincre la gauche qu'il est réellement partisan de changements qui donneraient aux partis réformistes

une place dans la vie politique, et la droite qu'il est capable de contrôler de bout en bout l'opération délicate dans laquelle il est engagé, sans qu'elle aboutisse à donner aux partis de gauche une place prépondérante dans la vie du pays.

La caution de Giscard renforce la crédibilité du projet de Juan Carlos, comme elle renforce sa position personnelle. C'est cette caution qu'il est venu chercher. Et Giscard avait d'autant moins de raisons de la refuser qu'il est lui-même partisan d'un projet politique qui assure la domination de la bourgeoisie espagnole en de meilleures conditions. Pas seulement par solidarité de classe. Mais la France est un des premiers partenaires commerciaux de l'Espagne et les intérêts des capitaux français y sont considérables.

Et, au-delà, le prolétariat espagnol est un des plus importants d'Europe; un de ceux aussi qui ont les plus grandes traditions de lutte. Aucune bourgeoisie d'Europe ne peut se permettre sans risque de laisser le prolétariat espagnol intervenir dans le changement institutionnel qui s'opère en Espagne.

En la personne de Giscard, c'est toute la bourgeoisie européenne qui se penche sur l'avenir de l'Espagne. Les souhaits lancés par le chef d'Etat français à son collègue espagnol pour qu'il réussisse à « rénover les institutions » sont sincères. Ils ne sont pas motivés par des soucis démocratiques, mais par un souci d'efficacité.

Pour des raisons internes, comme pour des raisons internationales, le système parlementaire vers lequel s'oriente Juan Carlos correspond davantage aux intérêts de la bourgeoisie espagnole que la dictature anachronique dont il doit prendre la place.

Mais si ce changement se pare de phrases grandiloquentes sur la liberté, il s'opère surtout sous la surveillance de l'armée, celle de 1936; de la police, celle qui a institutionnalisé la torture sous Franco; de la justice, celle qui fit fusiller il y a à peine plus d'un an cinq oppositionnels. Les institutions extérieures changent mais, derrière elles, demeure le même appareil d'Etat. En Espagne, comme en France, comme partout, la bourgeoisie peut choisir d'exercer sa domination par l'intermédiaire de la tromperie et des illusions, mais elle n'abandonne jamais la possibilité de l'exercer par la violence pure.

Arlette LAGUILLER

Arrestation de Carvalho : les partis s'alignent sur la hiérarchie militaire

Le commandant Otelo de Carvalho, qui fut l'un des fondateurs du MFA et le dirigeant de la tendance la plus radicale, a été arrêté le vendredi 22 octobre à Lisbonne, sous prétexte qu'il avait participé à une réunion politique. Au moment où les militaires de droite intriguent ouvertement pour faire réintégrer les tenants de l'ancien régime, c'est donc Carvalho qu'on arrête. Voilà qui est bien significatif de la complaisance du régime actuel pour sa droite.

Mais plus significative encore est l'attitude des groupes parlementaires des différents partis à qui le député maoïste de l'Union Démocratique Populaire a demandé de voter une mo-

tion de protestation sur l'arrestation effectuée par l'armée. Tous les groupes se sont abstenus de voter la motion (le Parti Communiste s'étonnant que les militaires réactionnaires ne soient pas eux aussi l'objet d'arrestations; le Centre Démocrate Social, de droite, s'étonnant lui que « Otelo n'ait pas été arrêté plus tôt »). Tous, sauf le Parti Socialiste qui, au nom de la séparation des pouvoirs, a carrément voté contre la motion de l'UDP.

Le vote du Parti Socialiste signifie que, pour lui, le parlement n'a pas son mot à dire sur ce que font les militaires. Et c'est toute une illustration de la hiérarchie des pouvoirs

dans le Portugal « démocratique » où l'Assemblée élue se subordonne volontairement à l'état-major.

L'arrestation de Carvalho a été l'occasion, le mercredi 27 octobre à Lisbonne, de la plus grande manifestation depuis le 25 novembre 1975. A juste titre car, au-delà de la personne de Carvalho, il s'agit bel et bien d'une atteinte aux libertés démocratiques.

Mais, s'il est normal que toute l'extrême-gauche se soit mobilisée pour Carvalho, cela ne justifie pas l'attitude de cette extrême-gauche qui s'est placée depuis des mois à la remorque de Carvalho. Car les travailleurs portugais ne peuvent pas compter sur lui pour défendre les conquêtes de la classe ouvrière et les

libertés démocratiques menacées. Il l'a prouvé il y a un an, au moment où les parachutistes de Tancos, qui avaient pris parti pour lui, ont été désarmés sans qu'il intervienne le moins du monde. Les travailleurs ne doivent pas oublier, eux, que si Carvalho a été l'un de ceux qui ont contribué à la chute de Caetano et à l'instauration d'un système parlementaire au Portugal — ce que le parlement actuel semble avoir oublié — il a aussi été un de ceux qui ont contribué à la « normalisation » politique qui a permis à la droite de relever la tête... et de jeter, entre autres règlements de comptes, Carvalho lui-même en prison.

D. C.

De la lutte pour l'égalité raciale à la lutte pour l'émancipation sociale

La semaine même où le gouvernement sud-africain officialisait l'indépendance juridique de l'ancienne réserve africaine du Transkeï, la police a de nouveau tiré à Soweto et au Cap. Bilan : cinq morts, plus de cinquante blessés et une centaine d'arrestations.

Il y a là en résumé les deux volets de la politique du régime raciste de l'Apartheid.

D'un côté, le gouvernement Vorster cherche la consécration internationale de la partition du pays entre un puissant Etat blanc et une dizaine de mini-Etats africains. En cherchant à faire reconnaître le Transkeï aujourd'hui, puis par la suite les autres mini-Etats auxquels il consent d'abandonner la gestion sous tutelle d'une petite partie déshéritée du pays, il cherche surtout à officialiser l'exclusion des Africains de tout droit sur les quatre cinquièmes les plus riches de l'actuelle Union Sud-Africaine.

De l'autre côté, la police du régime se livre à une politique de répression systématique et violente, afin de briser le mouvement profond et large qui se développe dans le pays pour mettre fin au régime de la ségrégation raciale.

Le régime de l'Apartheid est mis en échec sur les deux plans. Quatre mois de répression sauvage

n'ont pas brisé le mouvement. Et le régime n'a pas réussi non plus à désamorcer l'aspiration à l'émancipation nationale de la majorité africaine. Il n'a pas réussi à détourner cette aspiration vers le micro-nationalisme des ethnies, en donnant à ce micro-nationalisme une base territoriale précisément par la création d'Etats du genre Transkeï.

Et c'est bien là où le régime est condamné à l'impuissance politique. Car en réalité, il est même incapable de pousser jusqu'au bout de la logique de la partition du pays. Il ne peut pas enfermer toute la population africaine dans ces camps de concentration gigantesques que sont les Bantoustans même indépendants. Il ne peut pas créer une Afrique du Sud blanche riche et plusieurs Afriques du Sud noires pauvres, totalement séparées. Car si l'Afrique du Sud blanche est riche, elle ne l'est pas seulement de ses richesses minières, mais surtout du travail d'un prolétariat composé pour l'essentiel d'Africains.

Les usines de la ceinture industrielle de Johannesburg ne peuvent pas fonctionner sans les travailleurs africains, pas plus que les mines de diamant. La création du Transkeï n'empêchera pas la cité dortoir de Soweto d'exister ; non

pas parce que le régime de l'Apartheid aurait des scrupules moraux à déporter les Xhosa de Soweto vers le bout de pays qui leur est désormais désigné comme patrie d'office, mais parce que l'économie capitaliste ne peut pas se passer de la présence de travailleurs Xhosa à proximité de Johannesburg.

Pour les travailleurs africains de Soweto, exploités par le Capital et, en même temps, exclus de tout droit, de toute liberté, par l'Apartheid, l'opulence de Johannesburg sera toujours là comme une invitation à la révolte.

C'est le racisme institutionnalisé et ses atteintes quotidiennes contre la dignité humaine qui a mis en mouvement les masses opprimées africaines. La logique de la lutte les amène à exprimer leur aspiration d'émancipation nationale en revendiquant pour les Africains d'être maîtres dans un pays dont ils constituent l'écrasante majorité.

Toute politique pour la classe ouvrière en Afrique du Sud doit partir de cette aspiration légitime. Mais une politique juste viserait à montrer que la suppression des seules lois de l'Apartheid ne suffirait pas à satisfaire cette aspiration. Prendre en main le pays, cela ne peut signifier en effet que prendre en main ses usines, ses mines,

ses ressources économiques, ses richesses. Les travailleurs, les paysans pauvres d'Afrique du Sud en lutte ne doivent pas se laisser bernier par quelques lois assurant une égalité formelle. Les lois de l'Apartheid pourraient être supprimées sans que cesse pour autant l'exploitation des travailleurs africains dans des entreprises appartenant à des sociétés impérialistes, sans que cesse pour autant le scandaleux accaparement des richesses de tout un pays au profit d'une petite minorité de privilégiés.

La classe ouvrière sud-africaine doit proposer aux masses opprimées en lutte de prendre en main elles-mêmes le pouvoir politique comme le pouvoir économique. Elle doit proposer de confisquer les biens d'une classe capitaliste quasi-exclusivement composée d'Européens et de garder le contrôle sur ces biens de manière à empêcher que d'autres capitalistes, africains cette fois, recueillent l'héritage des richesses créées par les ouvriers, par les paysans pauvres.

Elle doit proposer en même temps que les travailleurs blancs et les travailleurs africains ou métis construisent ensemble une société d'où disparaîtra jusqu'à la notion même d'une distinction raciale.

Georges KALDY.

République d'Irlande

Comment démissionner un président

Le président de la République d'Irlande a démissionné. Il n'était le centre d'aucun scandale, l'objet d'aucune corruption ; il n'avait pas trafiqué dans des histoires d'avois fiscal, ni de construction immobilière.

Non, tout simplement, Monsieur Cearbhall O'Dálaigh était respectueux de la Constitution dont il était censé être le gardien, et que son gouvernement a quelque peu tendance à traiter par dessus la jambe.

Au mois de juillet, les terroristes irlandais ont assassiné l'ambassadeur de Grande Bretagne. Le gouvernement a alors proposé des lois d'exception : elles prévoient des peines plus sévères pour les « activités subversives », des pouvoirs plus étendus pour la police, et, entre autres, le droit de détenir pendant sept jours, sans jugement, un suspect soupçonné de terrorisme.

M. O'Dálaigh qui, d'après la Constitution de la République d'Irlande, est chargé de la promulgation des lois, jugeant que de telles mesures risquaient d'être en contradiction avec les droits que cette Constitution confère aux citoyens, soumit les projets de loi au Conseil constitutionnel, avant de les transmettre à la Cour Suprême qui tranche en dernier recours.

Cela n'a pas plu aux ministres : pour eux, le président de la République est là pour se contenter d'entériner ce que l'exécutif décide, droits constitutionnels ou pas. Et ces messieurs en avaient tellement gros sur le cœur que l'un d'eux, le ministre de la Défense, s'est permis d'insulter publiquement le chef de l'Etat, président de la République. Ni le gouvernement, ni le Parlement n'ayant voulu désavouer le ministre de la Défense, c'est le président de la République qui a donc démissionné.

Ce n'est pas un drame : quand on est président d'une république bourgeoise, on devrait savoir que les textes valent peu de choses face à ce que l'appareil d'Etat considère comme la nécessité du moment. Et, qu'il s'agisse de lois d'exception ou de l'abolition pure et simple de tout droit constitutionnel, les bons sentiments d'un président, quand il est assez naïf pour en avoir, comptent peu face à la volonté de ceux qui détiennent vraiment le pouvoir. Monsieur O'Dálaigh vient d'en faire la triste expérience. Et encore, il a eu de la chance, il n'a eu affaire qu'à ses ministres, pas à l'armée comme Salvador Allende.

André ROUSSEL

Rhodésie

La conférence de Genève ou le début de la longue fin

La conférence au « sommet » rhodésienne, mise en place par Kissinger lors de son récent voyage en Afrique australe, s'est ouverte cette semaine à Genève. Les principaux leaders nationalistes rhodésiens sont là : Joshua Nkomo, Robert Mugabe, l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole. Ils se sont retrouvés, sous l'arbitrage de la Grande Bretagne, face à la délégation solitaire de Ian Smith.

Le chef de la minorité blanche qui répétait que « jamais de mon vivant une majorité africaine n'accèdera au pouvoir » est, enfin, contraint de s'asseoir à la table de ceux qui parlent au nom des 6 millions de Noirs de Rhodésie.

Face à Ian Smith, les dirigeants nationalistes ont décidé de faire front commun. Sans doute dans les jours précédents ils n'avaient pas hésité à se livrer entre eux à une véritable surenchère verbale et à étaler des querelles de boutique qu'ils font passer bien avant les intérêts de la population africaine.

Mais ce n'est tout de même pas eux qui sont responsables du retard apporté au règlement de la situation en Rhodésie. Car enfin, si Kissinger ou la Grande Bretagne étaient véritablement pressés d'en finir avec le régime raciste de Ian Smith, ils le feraient savoir. Ça ne fait jamais

que 12 ans qu'ils se satisfont de la situation et qu'ils n'ont rien fait pour accélérer les choses. C'est en effet en 1964 que Ian Smith déclarait unilatéralement (sans négociation) l'indépendance au profit de la minorité blanche. L'impérialisme britannique ne protesta que pour la forme et laissa faire. Depuis douze ans, Ian Smith impose sans vergogne face au monde entier son « indépendance » bâtie sur la mise en esclavage de la population noire. Il a fallu la lutte des Noirs pour que l'impérialisme se désolidarise de Smith. C'est cette lutte et elle seule qui a fait accélérer les choses en Rhodésie. Et aujourd'hui ce même impérialisme voudrait que la majorité noire soit patiente, qu'elle négocie et compose avec les racistes, qu'elle accepte une participation des Blancs au prochain gouvernement de Rhodésie, comme si l'indépendance immédiate de la majorité noire n'était pas son droit le plus urgent et le plus élémentaire !

La population africaine de Rhodésie a dû se battre pour imposer la conférence de Genève ; il faudra encore une fois tout le poids de la résistance populaire pour hâter les négociations.

Irène BROSSARD.

Liban :

Les Phalanges et Israël coalisés contre les Palestiniens

Un nouveau « sommet arabe » réuni au Caire vient d'entériner le « plan de paix pour le Liban », adopté au cours d'un précédent « sommet » à Ryad, en Arabie Saoudite, le lundi 18 octobre. L'ensemble des chefs d'Etats arabes — si l'on excepte celui de l'Irak — a donc apporté sa caution à l'entreprise qui a commencé par le cessez-le-feu sur le terrain et doit se continuer par la mise sur pied d'une « force de la paix » arabe de trente mille hommes, chargée en principe de faire respecter le cessez-le-feu et de préparer la réinstallation de « l'autorité légale » sur tout le Liban.

Mais à peine entré en vigueur, le « plan de paix » arabe montre nettement à qui il profite. La « force de la paix » n'est pas encore en place. Mais de nombreux pays ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils n'y participeront pas. En fait, il apparaît que cette « force de la paix » sera composée essentiellement de l'armée syrienne, dont l'occupation de toute une partie du territoire libanais se verra ainsi légalisée.

Sur le terrain, c'est un bien

curieux cessez-le-feu qui règne. Tandis que la gauche et les organisations de la Résistance palestinienne ont accepté le cessez-le-feu, la droite chrétienne, qui l'a également accepté en paroles, le met à profit pour poursuivre son offensive, avec l'appui ouvert de l'Etat d'Israël. C'est ainsi que, s'appuyant directement sur la frontière israélienne au Sud-Liban, les milices de la droite ont encerclé l'Arkoub, région clé pour les positions palestiniennes. Au large des côtes libanaises, les forces de la droite, appuyées par la marine israélienne, ont organisé un véritable blocus de la zone tenue par les Palestiniens et la gauche libanaise.

En fait, malgré le cessez-le-feu, la droite chrétienne, l'armée syrienne et l'armée d'Israël organisent l'étouffement de la zone « palestinoprogressiste » du Sud-Liban, tandis que la droite chrétienne, elle, proclame qu'elle n'acceptera jamais que les troupes arabes de la force de paix pénètrent dans le secteur chrétien. Voilà qui donne toute la signification du « plan de paix » de Ryad : c'est l'organi-

sation, par les chefs d'Etat, de la capitulation de la Résistance palestinienne et de la gauche. Il s'agit, avec l'accord des dirigeants palestiniens eux-mêmes, de ne laisser subsister la Résistance que sous une forme étroitement contrôlée, enfermée dans les camps de réfugiés, sous la tutelle des armées syrienne et arabe. Sur le plan politique, la gauche libanaise sera totalement ignorée, tandis que la droite chrétienne qui tient aujourd'hui le haut du pavé conservera, plus encore que par le passé, le monopole du pouvoir économique et politique au Liban.

Sous le masque de « solidarité arabe », c'est une véritable Sainte-Alliance des Etats réactionnaires de la région qui, de Ryad au Caire, dicte la solution de la crise : l'écrasement du peuple palestinien et des masses libanaises qui s'étaient groupées derrière la gauche. En fait de « plan de paix », c'est la paix des cimetières que, de Damas au Caire et à Jérusalem, les gouvernants visent, avec la bénédiction de l'impérialisme.

André FRY.

Thaïlande :

Des bourreaux formés à l'école occidentale

Les images et les témoignages que la télévision et la presse rapportent de Thaïlande prouvent que le régime militaire qui a pris tout le pouvoir le 6 octobre dernier est bien un frère jumeau des régimes des colonels grecs ou des généraux chiliens.

Tout ce qui est de gauche et plus simplement libéral est aujourd'hui pourchassé par la police et par l'armée, qui ont arrêté à tour de bras et souvent assassiné sur place les opposants au nouveau régime.

Alors, hommes politiques et journalistes se sont apitoyés sur la disparition de la « démocratie thaïlandaise ». Mais personne ne relève que les grandes « démocraties » n'ont même pas daigné suspendre leurs relations avec les bourreaux galonnés qui opèrent aujourd'hui à Bangkok. Et personne, à plus forte raison, ne rappelle que c'est à l'école occidentale qu'a été formée l'armée thaïlandaise.

Les dictateurs de Bangkok qui ont balayé à coups de mitrailleuse un régime qui n'était même pas de gauche, mais simplement trop libéral à leurs yeux, ne sont donc pas un produit spécifiquement asiatique. Tout au contraire. Ce que les maréchaux thaïlandais montrent aujourd'hui, ce que les généraux chiliens ont montré, et avant eux les colonels grecs,

comme les officiers espagnols, n'est que l'autre visage des démocraties : quand l'appareil d'Etat jette le masque et déchire le voile plus ou moins libéral derrière lequel il se cache en temps normal ; quand l'armée et la police saisissent entièrement un pouvoir qu'elles ont de toute façon toujours à portée plus ou moins immédiate de la main, pour s'attaquer directement aux travailleurs.

Et c'est là la nature de tous les Etats, pas seulement de ceux des pays les moins développés : car c'est bien en Allemagne, le pays le plus développé d'Europe, que la dictature la plus féroce dirigée contre la classe ouvrière, le nazisme, a vu le jour.

Les frères d'armes des Bigeard, qui opèrent aujourd'hui à Bangkok, nous donnent un avertissement sur le caractère bestial que peut prendre le régime des possédants quand il lâche la bride à ses chiens de garde ou que ceux-ci la cassent. La population de Thaïlande est aujourd'hui victime de cet appareil d'Etat dont Giscard, dans les contes bleus de ses œuvres, nous raconte qu'il est là pour empêcher les hommes de se battre comme des animaux.

Pierre VERNANT.

USA :

Les trusts au-dessus des lois

Après de nombreux procès verbaux pour infraction aux règlements sur la pollution industrielle, la société propriétaire de l'aciérie de Clairton aux USA a été condamnée à des amendes dont le total dépasse les 3 millions de dollars (1,5 milliard de centimes).

Sans doute les habitants de Clairton se sont-ils réjouis de la nouvelle. Malheureusement, ils ont dû bien vite déchanter.

En effet, un accord vient d'intervenir entre les autorités de l'Etat de Pennsylvanie (où se trouve l'usine) et la société en question, aux termes duquel celle-ci s'engage à mettre en œuvre un plan d'améliorations techniques. Mais ce plan, qui devrait permettre de supprimer totalement la pollution due aux hauts fourneaux, n'atteindra complètement son objectif que dans... dix ans ! En attendant, bien sûr, les cheminées de l'usine de Clairton continueront à déverser leur fumée !

En contrepartie de cet engagement plus qu'évasif de la

part de ladite société, non seulement l'Etat de Pennsylvanie lui promet l'impunité pendant dix ans, mais encore il la dispense de payer ses amendes. Une véritable affaire !

La société en question n'est autre que l'US Steel Corporation, le plus puissant trust d'acier du monde, qui possède des dizaines d'usines analogues sur le continent américain. Et déjà, on parle de conclure un accord similaire avec Bethlehem Steel, le deuxième géant de l'acier américain...

Autant dire que, si aucune protestation ne parvient à imposer l'annulation de cet accord, les industriels américains de l'acier vont pouvoir dormir sur leurs deux oreilles : malgré la réglementation en vigueur, et à supposer même qu'elle soit appliquée un jour, il leur restera encore de belles années pour empoisonner la population américaine en toute impunité !

F.R.

Chine :



Manifestations pour convaincre le peuple chinois

Pendant trois jours, les 21, 22 et 23 octobre, ont été organisés à Pékin les défilés monstres, que clôturait samedi 23 un meeting sur la place Tien-An-Men. Défilés et meeting étaient retransmis en mondiovision par la télévision chinoise. Mais ce n'est pas tant pour l'étranger que pour les besoins intérieurs chinois que cette énorme mise en scène à la gloire de Hua Kuo-feng a été montée et retransmise aux quatre coins du globe, mais surtout aux quatre coins de la Chine.

Car si Mao Tse-toung bénéficiait, lui, d'une autorité incontestable à cause de son rôle dans la révolution chinoise, la nouvelle équipe dirigeante, qui vient à peine de sortir victorieuse de la lutte pour la succession, a besoin de convaincre jusqu'au fond des campagnes chinoises qu'elle ne peut être remise en cause, que c'est elle qui détient la force et bénéficie du soutien de tous.

C'est là le but de ces manifestations « spontanées » décidées

par le gouvernement, bien encadrées par des organisateurs qui font reprendre les slogans de la liste imprimée d'avance flétrissant le « gang des quatre » et glorifiant Hua Kuo-feng. Et pas plus dans l'organisation de ces manifestations que dans la lutte pour le pouvoir qui s'est déroulée dans le secret les jours précédents, le peuple chinois n'a eu son mot à dire.

Olivier BELIN.

Après avoir accumulé sa fortune sur le dos des travailleurs, Dassault voudrait être indemnisé

■ A nouveau Dassault en rajoute pour protester de son honnêteté. Il demande au groupe UDR de s'associer à la revendication du groupe parlementaire socialiste de constituer une commission d'enquête parlementaire sur la gestion de sa société. Il rappelle en plus, dans une lettre à J.-J. Servan-Schreiber, que, bon citoyen, il s'est toujours déclaré prêt à voir ses usines nationalisées. « Si le gouvernement de la France décidait la nationalisation de mes usines, je n'aurais naturellement qu'à m'incliner », écrit-il.

Ah, le bon cœur ! Ah, l'honnête citoyen !

Mais il se garde bien d'expliquer ce que nationalisation signifie pour lui. Pour lui comme pour ses semblables, nationalisation veut dire rachat. Certains capitalistes, au nom des principes, poussent les hauts cris dès qu'on ose parler de toucher à la propriété privée, même s'il ne s'agit que d'un achat à bon prix. Dassault sait bien, lui, et d'expérience, qu'un capitaliste se sort toujours très bien d'une nationalisation. En 1936, le gouvernement de Front Populaire nationalisa ses usines, les usines d'aviation Marcel Bloch. Cela ne l'a empêché ni de vivre, ni d'en créer d'autres en 1945. Et avec quels capitaux, sinon ceux justement que l'Etat lui a versé en compensation de cette nationalisation ?

Comme il le dit si bien, Dassault sait s'incliner devant le gouvernement de la France. Et sans doute cela n'a aucune importance qu'il s'agisse du gouvernement de Blum, de De Gaulle, de Barre ou de Mitterrand, du moment que ça rapporte.

L'empressement qu'un Dassault met à se soumettre aux nationalisations ne peut que rendre ces dernières suspectes aux travailleurs. Car elles ne servent en fait qu'à faire réapparaître le nom des nationalisés, ou plutôt leurs capitaux, sortis tout droit des caisses de l'Etat, sur de nouvelles usines toutes neuves, et dans les

branches industrielles les plus rentables. Comme les actionnaires des sociétés privées d'électricité ont pu après nationalisation créer le trust d'électricité CGE. Et cela se fait avec l'argent des travailleurs. Pour leur permettre de faire des profits sur le dos des travailleurs.

Les travailleurs sont évidemment

partisans d'enlever leurs entreprises aux grands capitalistes. Mais il leur faut faire en sorte que de telles opérations leur soient profitables, et pas seulement à la bourgeoisie et à son Etat. Nationaliser, oui. Mais d'une façon qui permette aux travailleurs de vraiment contrôler et diriger dans leur intérêt ces gran-

des entreprises et les capitaux qu'elles manipulent, pour se préserver de la crise et pour construire un monde meilleur.

Pour cela, la seule voie est la confiscation pure et simple de tous ces biens, du capital comme du profit réalisé.

André ROUSSEL.

Deux nationalisations en plus ? Séguy propose que la gauche en discute, mais garantit que la CGT " s'opposera à tout débordement démagogique "

Le 24 octobre, sur l'antenne d'Europe 1, Séguy parlait d'ajouter deux nouvelles nationalisations aux neuf déjà prévues par le Programme commun de gouvernement : il s'agit de l'automobile et de la sidérurgie.

Aussitôt cette déclaration a déclenché de nombreuses réactions, tout particulièrement au sein de la gauche. C'est ainsi que, dès le lendemain, on pouvait lire dans la presse les réponses de Claude Estier, secrétaire national du PS, et de Mitterrand. Tous deux répondaient sur le même thème : ces nation-

nalisations ne figurent pas au Programme commun à l'heure actuelle. Tout au plus Claude Estier envisageait-il la possibilité d'une nouvelle négociation sur ces propositions, à l'occasion d'une réactualisation du Programme commun avant les élections législatives de 1978.

Ainsi, dans cette querelle, c'est Séguy qui se donne l'allure la plus radicale.

Mais quelle est la portée réelle de ce radicalisme ? La suite des déclarations de Séguy en marque bien les limites, puisqu'il affirme non seulement que la

CGT ne fera rien « qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir », mais encore que, si la gauche venait au pouvoir, la CGT veillerait à « faire face aux tentatives de débordement démagogiques irresponsables » !

C'est dire que Séguy s'engage à ne pas inquiéter la tranquillité des capitalistes et à tenir en bride la combativité ouvrière.

Ainsi la portée de ses déclarations sur les nationalisations se limite à une péripétie de plus de la querelle qui oppose le PS et le PC — cette fois par Séguy et

CGT interposés — depuis les lendemains de l'élection présidentielle de 1974.

Le PC et le PS sont en concurrence à l'intérieur de l'Union de la gauche. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit d'empêcher son partenaire de prendre une place prépondérante dans la coalition.

Les déclarations de Séguy sont bien significatives de la politique de la CGT et du Parti Communiste : d'un côté des paroles en l'air destinées aux travailleurs, de l'autre un engagement formel vis-à-vis des capitalistes !

François ROULEAU.

APRES LE MEETING DES MATHEMATICIENS

A LA MUTUALITE :

Le PCF provoque les réprimandes de Moscou, mais recherche les bonnes grâces de la bourgeoisie

La participation du PCF au meeting du Comité des mathématiciens français organisé le 21 octobre à la Mutualité à Paris, pour la libération de six emprisonnés politiques, dont deux Soviétiques, ne manquait pas de lui attirer, dès le lendemain, les foudres de l'agence Tass. Désignant le meeting comme une « sale entreprise », une « tentative de soulever une nouvelle vague de propagande hostile à l'Union Soviétique », l'agence de presse soviétique condamnait en termes très vifs la présence d'une délégation du PCF comme les déclarations que devait faire Pierre Juquin, membre du Comité central, au cours de son allocution.

Lorsque le PCF décidait d'être présent à ce meeting, il savait bien quelle serait la réaction de Moscou et à quelles invectives il s'exposait donc. Et, pour un parti traditionnellement ami de l'URSS et qui, en particulier à propos

des internements subis par les opposants au régime soviétique, ne s'est pas associé aux protestations et aux demandes de libération pour Plouchitch par exemple, s'asseoir à la tribune d'un meeting pour dénoncer le sort fait en URSS à Vladimir Boukovski et à Semion Gluzman, en Tchécoslovaquie à Jiri Muller, etc., ne pouvait être que le résultat d'un choix pesé et calculé.

En fait, cette démarche s'inscrit dans toute son attitude politique actuelle, qui tend à démontrer que le Parti Communiste Français est un parti qui ne dépend pas de Moscou, qu'il ne prend pas là-bas ses ordres, mais qu'au contraire il est un parti national, bien français, et que ceux qui lui reprochent son alignement inconditionnel sur Moscou font, une nouvelle fois, acte de mauvaise foi.

Malgré les paroles de Juquin déclarant « Nous ne pouvons accepter qu'il y ait en Union Soviétique ou en Tchécoslovaquie des citoyens poursuivis, emprisonnés, internés pour avoir exprimé leurs opinions », prises de position qui devraient nous réjouir, l'attitude du PCF dans cette affaire n'a rien qui puisse satisfaire les travailleurs. Le PCF s'adresse à la bourgeoisie française, à ses hommes de droite, ses patrons, ses gouvernants, pour leur faire savoir qu'il est parti d'opposition, certes, mais tout aussi français et tricolore que les autres. Et d'une telle attitude, il n'y a rien de bon à tirer pour la classe ouvrière. Si le PCF prend effectivement ses distances d'avec Moscou, c'est pour se rapprocher non pas des préoccupations de la classe ouvrière, mais dans l'espoir de répondre à celles de la bourgeoisie.

Lucienne PLAIN.

MICHEL POUSSEROLE NOTRE CAMARADE



Notre camarade Michel Pousserole s'est tué dans un accident de moto.

Il avait 19 ans. Nous perdons un camarade dont la jeunesse était pleine de vie, d'allant et de galeté communicative.

A la Recette principale des PTT d'Orléans où il travaillait, il avait gagné la sympathie et l'amitié de tout le monde. Tous ses camarades de travail étaient à son enterrement. Seul le minimum de guichets est resté ouvert ce jour-là. La CGT des PTT était aussi présente, marquant ainsi la sympathie que notre camarade avait gagnée dans son activité syndicale.

Nous, ses camarades de Lutte Ouvrière, nous avons encore plus de raisons de regretter un camarade qui, après la grève des PTT de 1974 dont il avait été un des animateurs sur son bureau, avait été convaincu de la nécessité du combat révolutionnaire. Il défendait depuis, avec plein de fougue, autour de lui, les idées de ce combat.

LUTTE OUVRIERE

Les candidats de Lutte Ouvrière aux élections partielles des 7 et 14 novembre :

Pour que ceux qui en ont ras-le-bol puissent le dire

Lutte Ouvrière présente sept travailleurs aux élections partielles qui auront lieu le 7 novembre en Haute-Loire, le 14 dans les départements de l'Allier, de la Corrèze, du Rhône, de la Gironde, des Yvelines et à Paris.

Ces élections ne changeront évidemment rien par elles-mêmes. Tout au plus, à quelques mois des élections municipales, et surtout à un an et demi des élections législatives, les résultats seront-ils une indication sur l'état d'esprit du corps électoral (et encore, seulement une indication fragmentaire). D'une part des élections partielles laissent toujours beaucoup d'électeurs indiffé-

rents et donc se traduisent traditionnellement par beaucoup d'abstentions. D'autre part les partis de droite ont soigneusement évité d'en découdre les uns contre les autres. Ni Chirac et l'UDR, ni Giscard et les Indépendants n'ont saisi l'occasion de mesurer leurs forces à l'intérieur de ce qu'on appelle la majorité.

Les candidatures révolutionnaires ouvrières présentées par Lutte Ouvrière doivent cependant permettre à une fraction de travailleurs, d'ouvriers mais aussi de paysans, de petits commerçants, d'artisans, de faire entendre leur point de vue et leurs sentiments.

Il faut en effet que se

fassent entendre tous ceux qui en ont assez de la politique des gouvernements de droite, des Barre, des Giscard, des Chirac, tous semblables dans leur volonté de faire payer la crise par ceux qui travaillent et qui produisent ; tous ceux qu'indigne une politique qui multiplie les milliards de subventions aux trusts mais s'en prend à la Sécurité sociale ; tous ceux qu'écœure le fait que les milliardaires fraudent le fisc alors qu'on augmente les impôts des salariés ; tous ceux qui ne sont pas dupes d'une politique qui tente de dresser les salariés des villes contre les paysans, en pressurant les premiers sous pré-

texte de venir en aide aux seconds.

Il faut que se fassent entendre ceux qui, bien conscients que les politiciens de droite, serviteurs des capitalistes, sont leurs pires ennemis, voient aussi clairement le jeu des politiciens de gauche ; tous ceux qu'indignent aussi les platitudes et les courbettes des leaders de l'Union de la gauche devant les puissants, tous ceux qui ont bondi quand ils ont entendu et vu Mitterrand faire devant des millions de spectateurs la cour aux patrons, les cajoler, les amadouer.

Tous ceux-là, qui en ont plus qu'assez, doivent dire leurs sentiments. Ils pourront le faire le 7 et le 14

novembre prochains en votant pour les candidats de Lutte Ouvrière, les seuls qui disent clairement et sans ambiguïté que les travailleurs des villes et des champs doivent lutter contre les hommes de droite sans faire aucune confiance aux politiciens de l'Union de la gauche.

Il ne s'agit pas d'empêcher l'Union de la gauche de venir au pouvoir. Ce n'est d'ailleurs pas de cela qu'il est question dans ces élections partielles. Mais il s'agit de donner une leçon à tous les politiciens qui se moquent ouvertement des travailleurs. Ceux qui en ont ras-le-bol doivent le dire. Les candidats de Lutte Ouvrière le leur permettent.

Opération Chirac :

l'art d'être dans la majorité, mais sans y être

Sous l'impulsion de Chirac, le Comité central de l'UDR réuni à Boulogne-Billancourt a décidé à l'unanimité de convoquer le 5 décembre prochain des assises extraordinaires, afin de faire peau neuve : l'UDR vise à se transformer en grand rassemblement populaire, et va même sans doute changer de sigle.

Si tous les dirigeants de l'UDR ont accepté, malgré les réticences de certains, de se retrouver derrière Chirac, c'est que la carte qu'il propose à l'UDR de jouer leur paraît conforme à leurs intérêts. Ils sont en effet de plus en plus convaincus que la majorité telle qu'elle se présente actuellement a fort peu de chances de gagner les prochaines élections législatives.

La politique proposée par Chirac, qui consiste à prendre quelques distances vis-à-vis de la politique gouvernementale tout en se battant à fond pour que la majorité gagne les élections, leur offre un double avantage : à la fois, cela permet à l'UDR de prendre un peu de liberté vis-à-vis des Républicains Indépendants et surtout c'est la bouée de sauvetage à laquelle se raccrochent tous ceux qui craignent d'assumer devant l'électorat les responsabilités de la politique du gouvernement actuel. Plus immédiatement encore, cela permettra aux « godillots » d'avoir une plus grande marge de manœuvre par rapport au parti de Giscard, dans les cuisines électorales qui se préparent.

Giscard se retrouve donc

de plus en plus seul à la barre. Son propre parti ne fait d'ailleurs pas le poids face à l'UDR, sans compter que parmi les Républicains Indépendants certains politiciens locaux songent eux aussi à essayer de sauver leur siège.

Mais si Giscard se trouve aujourd'hui dans une situation désagréable, il est bien obligé de faire contre mauvaise fortune bon cœur, car après tout l'opération Chirac, si elle réussit à lui assurer en 1978 une majorité renouvelée, ne lui aura pas été inutile.

Car Giscard dépend de sa majorité. Son autorité personnelle est bien trop faible pour qu'il puisse peser d'un poids quelconque s'il est isolé. Ses efforts de ces dernières semaines, qui consistent à s'appuyer sur sa fonction de président de la République pour démontrer qu'il est là, nécessaire et indispensable, sont bien dérisoires.

Il écrit un livre. Il est partout à la fois. A peine revenu d'Iran, le voilà déjà en Pologne, puis de retour de la Réunion. Et entre deux voyages, il se produit à la télévision ou s'adresse aux Français sur les ondes de RTL ou d'Europe N° 1. Bref, il ne cesse de causer, se lançant à fond dans la préparation de la campagne électorale, après avoir affirmé qu'il ne fallait pas ouvrir cette campagne avant 1978. Il feint d'être arbitre, mais il est contraint de se jeter dans la mêlée et il reçoit inmanquablement tous les coups. Plus il parle, plus on l'accuse de

n'avoir rien à dire. Tandis que l'on commentait les silences d'un De Gaulle, silences qui apparaissaient à chaque fois lourds de signification, on tourne en dérision la volubilité de Giscard et on note les défections.

C'est en vain qu'il essaye de rappeler, à tous ceux qui seraient tentés de le lâcher,

qu'en tant que président, qui a eu une majorité présidentielle il n'y a pas si longtemps, il reste finalement le meilleur atout. Apparemment la majorité de sa majorité, l'UDR et Chirac à sa tête, n'en est guère convaincue et préfère jouer sa propre carte pour tenter d'éviter le désastre.

Michèle DUCHENE.



Chirac entre Claude Labbé et Yves Guéna, au Comité central de l'UDR qui a plébiscité sa politique.

Qui t'a fait riche ?

Pour mettre votre yacht à l'abri de la curiosité indiscreète des agents du fisc, ne faites pas l'erreur d'adopter le pavillon de Panama : il fait peu distingué. Sachez lui préférer plutôt celui de Gibraltar ou de Jersey, cette petite île anglo-normande qui accueillera avec hospitalité le siège de la société que vous aurez eu l'intelligence de contacter pour ne pas mettre le bateau à votre nom.

Autre cas : vous désirez mettre quelques revenus hors d'atteinte d'une fiscalité qui vous indispose. La principauté du Liechtenstein, plus proche que les îles du Pacifique, vous offre ses services éprouvés : elle abrite deux fois plus de sociétés que d'habitants, enfants compris !

Tous ces renseignements et quelques autres, composant la panoplie du parfait fraudeur, ont été fournis sur France-Inter samedi 23 octobre à l'émission **Questions pour un samedi**, le tout agrémenté d'interviews réalisées sur le vif, grâce à des micros cachés, et assaisonné des commentaires sarcastiques des journalistes de la station.

Mais, aussi corrosives qu'aient été les intentions des auteurs de l'émission, il ne pouvait finalement s'agir que d'égratignures somme toute bien acceptables par les censeurs gouvernementaux de la radio.

Car la vraie question, et la seule qui ait finalement un sens à propos de tous ces bourgeois, n'est pas « comment fraudent-ils le fisc ? », mais « comment ont-ils acquis leur fortune ? ».

Et on peut être certain que l'on n'entendra jamais raconter sur les ondes la façon dont ces gens ont amassé leur magot, les méthodes qu'ils ont utilisées pour exploiter et rouler les autres avant de rouler eux-mêmes sur l'or. Car alors l'auditeur n'aurait plus envie de réclamer la « justice fiscale », mais leur expropriation !

P.V.

Les révolutionnaires et les élections législatives partielles

■ La présence d'un candidat de Lutte Ouvrière, dans chacune des sept circonscriptions où des élections partielles se dérouleront en novembre, semble profondément déplaire aux camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Leur quotidien, Rouge, écrivait en effet le 25 octobre : « Conformément à sa ligne politique, la LCR a pris immédiatement des contacts avec les organisations d'extrême-gauche en vue de présenter des candidats unitaires. Dans le cinquième arrondissement de Paris ces contacts n'ont pas donné de résultats, puisque le PSU a décidé unilatéralement de présenter Victor Leduc, son secrétaire national, et que Lutte Ouvrière a annoncé qu'elle présenterait partout ses propres candidats. La LCR regrette profondément ces multiplications de candidatures dans l'extrême-gauche, mais elle se voit contrainte de présenter ses propres candidats pour défendre son programme et ses solutions ».

Bien que ce texte ne mentionnât que le cinquième arrondissement de Paris (la seule circonscription qui nous avait valu une lettre de l'organisation locale de la LCR, nous proposant de participer à des négociations se donnant pour but une candidature commune des révolutionnaires avec le PSU), la dernière phrase du

texte que nous venons de citer laissait penser que la LCR se préparait à présenter partout ses propres candidats. Cela aurait été logique, car nous trouvons parfaitement normal qu'une organisation qui prétend avoir une politique à défendre la défende lors des élections devant les travailleurs.

Le suivisme de la LCR vis-à-vis de l'Union de la gauche (qu'illustrent ses mots d'ordre sur la « dissolution du Parlement » et sur le « gouvernement PC-PS », comme sa rage d'essayer de parvenir à des candidatures communes avec un PSU qui a soutenu Mitterrand au premier tour en 1974 et qui louche de plus en plus vers l'Union de la gauche) nous amène à repousser actuellement toute candidature commune avec la LCR, car cela ne ferait qu'ajouter à la confusion qu'elle entretient à ce sujet. Ce n'est, en effet, qu'en présentant des candidatures ayant une attitude sans équivoque vis-à-vis de l'Union de la gauche, que les révolutionnaires peuvent offrir aux travailleurs un autre choix que celui qu'on leur offre, entre une droite qui s'efforce de faire payer à la population laborieuse les frais de la crise, et une Union de la gauche qui essaie de convaincre les patrons qu'elle serait bien plus efficace pour faire accepter des sacrifices aux travailleurs.

C'est l'opportunisme de la LCR face à l'Union de la gauche que nous regrettons. Pas le fait qu'elle puisse présenter des candidats aux élections à côté des nôtres.

Mais la lecture de Rouge, en date du 27 octobre, montrait que, pour la LCR, il ne s'agissait même pas de défendre sa propre politique face aux travailleurs. Sous le titre « 52 candidats aux élections partielles » (titre déjà significatif, car semblant déplorer un trop grand nombre de candidatures, comme si les élections n'étaient pas faites pour que tous les courants politiques puissent s'y présenter), Rouge revenait en effet sur ce sujet, en écrivant : « Du fait d'une politique délibérée de certaines organisations, l'extrême-gauche multiplie les candidatures. Lutte Ouvrière a décidé unilatéralement d'être présente partout. Le PSU présente quatre candidats. (...) La LCR présente Henri Weber à Paris et participe au comité de soutien à Jean-Pierre Fontagnère (candidat révolutionnaire autogestionnaire), en compagnie du PSU et d'autres organisations ».

Où est donc la pléthore de candidatures révolutionnaires que Rouge regrette si fort, puisque, en dehors des candidats de Lutte Ouvrière, on ne peut compter comme telles que celle de Henri Weber

de la LCR et celle de Pierre Fougereyrolas de l'OCI, que leurs organisations présentent, comme par hasard, dans le cinquième arrondissement de Paris. Car nous nous refusons pour notre part, dans les circonstances actuelles, à considérer les candidatures du PSU comme des candidatures révolutionnaires.

Il est désormais clair en tout cas, même pour ceux qui ont besoin d'exemples démonstratifs, que nous n'avons pas la même conception que la LCR (ou que l'OCI) de ce que doivent être les tâches des révolutionnaires quand ils présentent des candidats aux élections. Si nous avons présenté des candidats, ce n'est pas pour essayer de nous faire un peu de publicité en présentant au Quartier latin un intellectuel, contre Ellensstein, l'intellectuel représentant le PCF. C'est pour offrir à tous les travailleurs concernés la possibilité de faire un geste politique et d'affirmer, face à la droite et aux partis de l'Union de la gauche, qu'ils ne comptent que sur leurs luttes pour améliorer leur sort. Pour cela, il fallait être présent dans toutes les circonscriptions. Et ce n'est certainement pas les candidatures de la LCR ou de l'OCI au Quartier latin qui nous feront regretter d'avoir pris cette décision.

François DUBURG.

■ « Dissolution de l'Assemblée nationale », « gouvernement PC-PS », tels sont les mots d'ordre que mettent en avant la LCR et l'OCI.

Il faut pourtant constater que ni Mitterrand ni ses alliés de l'Union de la gauche ne manifestent aucun empressement pour hâter les échéances électorales. Mitterrand vient de déclarer dans une interview à Paris-Match qu'il était sain que la droite assume jusqu'au bout les responsabilités de sa politique. Fitterman, dirigeant du PCF, a fait une déclaration allant dans le même sens lors d'une récente conférence de presse. Et de tels propos ne surprennent personne, car ils s'inscrivent dans la logique politique du PS et du PC, qui ne souhaitent ni l'un ni l'autre hâter les échéances. Mais si Mitterrand et Marchais attendent sagement, « légalement » disent-ils, que la bourgeoisie fasse appel à leurs services pour gérer les affaires du pays, c'est-à-dire, dans les circonstances présentes, pour gérer la crise de l'économie capitaliste, il faut bien constater qu'un tel attentisme n'indigne nullement les militants du PC et du PS, et encore moins les travailleurs du rang, car ni les uns ni les autres ne souhaitent pour l'instant voir la gauche écopier du soin de gérer les affaires du pays. C'est une situation de fait, et les invocations que l'on peut rencontrer sous la plume des rédacteurs de Rouge ou d'Informations Ouvrières, qui apostrophent dans les colonnes de leurs journaux respectifs les dirigeants de la gauche, au nom des exigences des travailleurs et des jeunes qui ne supporteraient pas que leurs dirigeants tergiversent et ne prennent pas leurs responsabilités, ne correspondent pas à la réalité.

Mais si l'objectif de la « dissolution de l'Assemblée » et du « gouvernement PC-PS » n'est pas mis à l'ordre du jour par la classe ouvrière — et certains rédacteurs de Rouge en conviennent parfois — ce n'est pas une raison pour ne pas le mettre en avant,

La L.C.R. et l'O.C.I. à la remorque de l'Union de la gauche

déclarent la LCR et l'OCI. Car, disent-elles, le rôle des révolutionnaires n'est-il pas de définir des perspectives pour la classe ouvrière ?

Mais quelles perspectives offre-t-on à la classe ouvrière au travers de tels mots d'ordre ? La dissolution du Parlement, le recours à de nouvelles élections, la présence d'une majorité de gauche à la Chambre et l'avènement d'un gouvernement PC-PS présidé par Mitterrand donneraient-ils la possibilité à la classe ouvrière d'obtenir les revendications essentielles, celles qui lui permettraient de ne pas faire les frais de la crise ?

Certainement pas. Et ce n'est pas une hypothèse, c'est une certitude. Mitterrand lui-même ne le prétend pas, qui est en ce moment tout sourire pour les patrons, secondé par son lieutenant Rocard. Marchais non plus qui, en dépit de quelques mouvements d'humeur et de quelques surenchères électoralistes, se garde bien de contester l'alliance qui le lie à Mitterrand. L'avènement d'un gouvernement PC-PS, qu'il arrive à terme ou avant terme (et ce sont en fin de compte et Giscard et Mitterrand, mais surtout le premier, qui sont maîtres des échéances dans les conditions actuelles) un tel avènement ne peut signifier que la mise en place d'une politique anti-ouvrière, plus particulièrement en cette

période de crise. La tâche d'un tel gouvernement serait en effet de faire accepter à la classe ouvrière des mesures antipopulaires, voire même s'il le fallait de s'opposer au développement des luttes ouvrières. Cela ne signifie pas qu'elles ne se développeront pas. Mais miser sur l'avènement d'un gouvernement de gauche pour qu'elles se déclenchent, laisser croire que l'existence d'un tel gouvernement favoriserait leur développement, et finalement différer la riposte à la politique du plan Barre en présentant comme un préalable la constitution d'un gouvernement PC-PS, ce n'est pas offrir des perspectives aux travailleurs. C'est tout le contraire. C'est non seulement laisser la classe ouvrière à la remorque de l'Union de la gauche, mais contribuer à créer ou à cultiver les illusions dans l'esprit de bon nombre de militants.

Les révolutionnaires ont un autre rôle à jouer que celui d'aiguillon en faveur de l'Union de la gauche. Ils doivent montrer aux travailleurs que, même si la gauche accède au gouvernement, ils devront se battre. Et sans doute même en s'opposant à une politique d'austérité mise en œuvre par cette gauche. C'est ce qu'ils doivent dire, dès aujourd'hui. Car le problème n'est pas seulement que les luttes se déclenchent, mais que les travail-

leurs aient, en les déclenchant, des perspectives claires. Qu'ils soient prévenus des tâches qu'ils auront à affronter. Qu'ils sachent quels seront les obstacles à franchir, qui ils trouveront en face d'eux, et qui ils trouveront à leur côté. C'est cela offrir une perspective politique aux travailleurs.

Face au plan Barre, les révolutionnaires n'en sont pas réduits soit à s'inscrire dans le sillage de l'Union de la gauche, soit à jouer les oiseaux de mauvais augure impuissants. Dès aujourd'hui, ils peuvent mettre en avant des objectifs qui correspondent aux intérêts des travailleurs. Le problème central, décisif pour les travailleurs, est de faire en sorte qu'ils ne fassent pas les frais de la crise. C'est à partir de là, en proposant des objectifs concrets (telle l'échelle mobile des salaires pour ne pas faire les frais de l'inflation, telle l'expropriation sans indemnisation des entreprises qui voudraient fermer leur porte, l'interdiction de tous licenciements, la répartition du travail entre tous, le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution) que les révolutionnaires contribueront à faire en sorte que les travailleurs prennent en main leur lutte, se donnent des objectifs qui soient à leur portée, et non des prétendus objectifs qui leur échappent parce qu'ils dépendent des choix des politiciens, et en dernier lieu des options de la bourgeoisie. Ce sont des objectifs immédiats, sur lesquels les travailleurs peuvent engager la lutte sans attendre la réalisation d'échéances fixées par le calendrier politique. Des objectifs sur lesquels les militants révolutionnaires peuvent intervenir dans les entreprises où ils sont. Et c'est à partir de là que peut se créer un rapport de forces entre la classe ouvrière et l'Union de la gauche qui fasse en sorte que les travailleurs ne soient pas sacrifiés sur l'autel du consensus social.

Jean-Pierre VALI.

" Rouge " dialogue avec ses lecteurs sur les problèmes du quotidien

Rouge organisait le mardi 26 octobre une soirée de débats autour du quotidien, débats suivis d'un meeting et de la projection du film Bonne chance la France.

Et effectivement il était intéressant de voir quel bilan, après huit mois de parution, les rédacteurs de Rouge et leurs lecteurs tirent de l'expérience du quotidien Rouge.

Dès 19 h 30, dans les halls se formaient des groupes de discussions, en particulier autour de tables où, documents et photos à l'appui, l'équipe technique de Rouge expliquait aux lecteurs du journal sa façon de travailler et ses problèmes.

A partir de 20 heures, dans toutes les salles de la Mutualité s'engageaient cinq débats sur les rubriques « politique et social », « international », « vie quotidienne », « femmes » et la « rubrique culturelle », débats animés en particulier par les rédacteurs de chacune des rubriques et suivis avec intérêt par un public de 150 à 400 participants qui ne ménageaient pas leurs observations et leurs critiques. Contestations et critiques que ne refusaient pas toujours, tant s'en faut, les rédacteurs de la rubrique. C'est ainsi

que, pour l'un de ceux de la « rubrique quotidienne », Libération avait eu, par rapport à Rouge, le mérite de « susciter et de véhiculer le non-vécu » de la vie quotidienne et qu'eux-mêmes, à trois malheureux rédacteurs, sans la participation de leurs lecteurs n'arrivaient pas à rendre cette rubrique vivante et intéressante... D'autant plus qu'en avaient été expulsés, petit à petit, tous les sujets sur lesquels la LCR intervenait : femmes, armée, etc.

Les rédacteurs de Rouge soulignaient les difficultés que connaît leur journal. Ces difficultés sont dues à bien des causes. Et c'est en fin de compte Alain Krivine qui, au début du meeting, tirant la conclusion de ces débats, rappela que son organisation avait sous-estimé au départ les difficultés financières, techniques, rédactionnelles, etc., qu'allait poser la parution du quotidien Rouge.

C'est ensuite devant une salle comble que se tint le meeting qui devait clore ces débats. On peut relever que, dans son intervention, Félix Loursion définissait les perspectives prochaines et déclarait qu'il fallait « mettre en veilleuse » le mot d'ordre de « dissolution de l'Assemblée », alors que Rouge le mettait encore en avant après le 7 octobre...

avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

COMBAT OUVRIER
Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)
Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Journée d'action aux Antilles

Pour la première fois, les travailleurs de la Martinique et de la Guadeloupe ont participé ensemble à une journée d'action marquée de grèves et de manifestations.

Celles-ci étaient non seulement la réponse des travailleurs au plan Barre, mais aussi l'expression du mécontentement général à propos des problèmes posés par la Soufrière en Guadeloupe.

C'est ainsi que de nombreux réfugiés ont participé de manière organisée aux manifestations.

Les extraits ci-dessous de Combat Ouvrier, bi-hebdomadaire du 23-10-76 montrent ce que fut la journée du 21.

A FORT DE FRANCE...

A peu près deux mille personnes se sont retrouvées dans la rue.

On peut dire que la journée du 21 aura amplement montré au gouvernement le mécontentement des travailleurs martiniquais.

Quelques 300 lycéens descendus en un cortège dynamique des lycées techniques et Schoelcher s'étaient joints aux travailleurs et aux nombreux enseignants présents dans la manifestation pour cri-

er : « A bas l'enseignement capitaliste et colonialiste ! ».

Les travailleurs des hôpitaux, du bâtiment, des docks, de l'EDF, de la municipalité, les employés de commerce, de la SIMAG, de la Sécurité sociale ont dit : « Non au plan Barre ! ».

Ils ont aussi mis en cause le régime capitaliste et colonial en criant spontanément à plusieurs reprises : « Le pouvoir aux travailleurs ! ».

Bien que Fort-de-France n'ait pas été paralysé par la grève, le mouvement a cependant été dans l'ensemble bien suivi, surtout dans le secteur du bâtiment, des hôpitaux et de la Sécurité sociale.

A POINTE-A-PITRE...

Près de mille personnes se sont retrouvées au meeting organisé par les syndicats au Hall des sports de Pointe-à-Pitre. Sous le préau du Hall, plusieurs orateurs, essentiellement des responsables syndicaux, se succédèrent au micro.

Après le meeting, une manifestation se déroula dans les rues de Pointe-à-Pitre. On pouvait remarquer de nombreux travailleurs des grands magasins, des banques, du bâtiment, de l'usine Grosse-

Montagne qui s'étaient mis en grève.

Malgré une pluie battante et de véritables torrents dans les rues, la manifestation connut un dynamisme et une vigueur très réconfortants.

LA PARTICIPATION DES « REFUGIES »...

Un fait important remarqué par tous lors du meeting et de la manifestation de Pointe-à-Pitre, le 21, fut la présence des réfugiés du Lamentin, de Sainte-Rose, de Baie-Mahault et de Pointe-Noire.

Rassemblés près du cinéma Piazza, ces derniers arrivèrent en cortège au Hall des sports, banderole en tête et brandissant de nombreuses pancartes. Ils furent alors vivement applaudis par tous les autres participants présents.

Un représentant des comités prit la parole sur la tribune, dénonça les conditions déplorables que les réfugiés connaissent dans les centres, et la prétendue « aide » aux réfugiés accordée par le gouvernement. Il fut très applaudi par l'assistance. Tout au long du défilé, les réfugiés participèrent activement et leurs mots d'ordre furent longuement repris, notamment « population-réfugiés-unité ».

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !
le quotidien du peuple

La Réunion sous le joug colonial

Dans son numéro du 26 octobre, le Quotidien du Peuple commence la publication d'un dossier sur la Réunion à l'aide du témoignage d'un travailleur réunionnais émigré à Paris.

« Là-bas, raconte-t-il, l'administration fait tout pour nous forcer à partir, ça commence dès l'enfance. A l'école, les instituteurs et les professeurs, dont l'écasante majorité sont des Français, nous méprisent ouvertement : « Vous n'êtes bons qu'à aller couper la canne à sucre », « Vous feriez mieux de vous placer comme bonne à tout faire ». On entend ça tous les jours. A la maison, tout le monde parle créole. Mais à l'école, il faut parler français. Forcément, on a des difficultés. D'ailleurs, rien dans ce qu'on nous apprend ne peut nous servir. On nous retarde systématiquement, dans un but précis : le diplôme non, la porte oui. A 16 ans, on nous met dehors. 3 lycées en tout dans l'île, et une seule faculté - de droit ! - dans toute l'île, pour une popula-

tion de 480 000 habitants, dont plus de 60 % ont moins de 20 ans, tu penses bien que ce n'est pas fait pour nous. C'est pour les fils de fonctionnaires (ils sont plus de 20 000 en Réunion aujourd'hui, presque tous Français) et ceux des gros planteurs, des usiniers, des gros commerçants. »

Le numéro du 27 octobre décrit la misère des petits paysans.

« 15 000 petits planteurs s'accrochent aux terres qui leur ont été laissées dans les Hauts, peu maniables. Les petits planteurs sont obligés de vendre leur canne aux gros usiniers de la commune dont ils dépendent. Le transport est, bien sûr, à leur charge. Si un flic rencontre un paysan avec un chargement de canne sur la route, il lui demande ses papiers et, s'il est en dehors de sa commune, il l'oblige à retourner porter son chargement à l'usine dont il dépend. De la sorte, les petits planteurs n'ont aucune liberté. On leur paie leur canne au taux de sucre,

et souvent ce taux, sur lequel ils n'ont aucun contrôle, varie d'un chargement à l'autre pour un même champ. (...)

« La région des Remparts (autre nom des Hauts) est particulièrement mal desservie. J'ai vu là-bas un gars qui était allé s'installer dans un coin perdu, parce que c'était le seul endroit où il aurait pu trouver un peu de terre, pour faire du géranium. Pour y aller, j'ai fait deux heures de route en voiture, plus deux heures de marche. Lui, ne descendait au village qu'une fois par semaine. Pour obtenir un litre d'essence de géranium, il faut plusieurs tonnes de fleurs, et le sol est occupé toute l'année. Cette culture, qui n'est pas le fait des gros planteurs, n'a pas du tout été développée, elle est artisanale. Le gars dont je parle chauffait lui-même son alambic. Eh bien, il ne pouvait faire qu'un litre, qui lui est payé 150 F ! Il survit en faisant quelques haricots, des patates. Il est monté là-haut avec un pantalon et quand il sera usé, il ne pourra pas s'en payer un autre. »

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

L'Outil-Révolution !

Les maoïstes
et
la Chine

L'Outil-Révolution, organe commun de l'OC-Révolution et de l'OC-GOP, dont le premier numéro est paru le 21 octobre, publie une prise de position commune des bureaux politiques de ces deux organisations sur les événements qui se déroulent en Chine depuis deux semaines. Ce sont ainsi les premières organisations se réclamant plus ou moins clairement du maoïsme à donner une analyse de la situation en Chine. L'Humanité Rouge et Le Quotidien du Peuple se contentent de reproduire des textes de l'agence Chine Nouvelle ou les éditoriaux de certains journaux chinois. Le Quotidien du Peuple du 23 octobre annonce à ses lecteurs la publication de son point de vue pour la semaine suivante. Le mardi 26, il se livre à une critique de l'attitude de l'Outil-Révolution, à qui il reproche de prendre « la défense du groupe des quatre » : « Prendre position dans la précipitation, sans élément sérieux, c'est tout simplement du subjectivisme ».

Nous citons ci-dessous quelques extraits de l'Outil-Révolution :

« 1- La mort de Mao Tsé-toung a précipité, au sein du PCC et de la société chinoise, des affrontements politiques aigus d'une extrême gravité. (...)

Nos organisations marxistes-léninistes se réclament de l'expérience historique de la révolution chinoise, théorisée par Mao Tsé-toung. Elles ne ménageront pas leurs efforts pour soutenir sans défaillance la révolution chinoise. Mais il n'est pas possible (encore moins qu'il ne l'a jamais été) d'identifier notre référence à Mao et un soutien inconditionnel à la direction

du PCC. (...)

Dans ces conditions, il est du devoir des marxistes-léninistes d'affirmer — en espérant être un jour démentis sur ce point par le PCC — que les événements actuels constituent une véritable inflexion dans l'histoire de la révolution chinoise, lourde de conséquences pour l'avenir.

2- En effet, la destitution dans des conditions obscures d'un groupe de dirigeants responsables du BP du PCC doit être évaluée en fonction de leur rôle et de leur place décisifs à plusieurs points de vue :

— parce qu'ils étaient les principaux dirigeants issus de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne qui restaient au BP du PCC;

— parce qu'ils ont réalisé le bilan le plus avancé de la lutte des classes sous le socialisme, et contribuent à l'enrichissement de la pensée de Marx, de Lénine et de Mao Tsé-toung;

— parce qu'ils ont été le fer de lance des campagnes récentes contre le révisionisme, et en particulier le vent déviationniste de droite représenté par Teng Siao-ping.

3- En raison de ce rôle, leur destitution représente un déplacement du centre de gravité du PCC qui favorise le développement de nouvelles tendances révisionnistes et, en conséquence, une évolution défavorable du rapport de force au détriment des positions prolétariennes. (...)

5- Si inquiétants qu'ils soient, les événements actuels ne sont pas décisifs, la Chine n'a pas changé de couleur, la lutte de classe s'y poursuit et se poursuivra. C'est la ligne politique qui est détermi-

nante en tout. »

Autrement dit, tout en se démarquant du gouvernement chinois, l'OC-GOP et l'OC-Révolution continuent à voir en la Chine un pays socialiste et proposent comme modèle aux travailleurs un pays où la classe ouvrière n'exerce en aucune façon le pouvoir.



Des manifestations organisées et encadrées par l'armée qui tiennent lieu de démocratie aux yeux des maoïstes en France. (U.P.I.)



Intégration
scolaire et
racisme
aux USA

Sous la rubrique « Les Etats-Unis avant les présidentielles », l'envoyé spécial de Rouge raconte sa visite dans un lycée de Boston situé dans un quartier de Blancs pauvres, le racisme qui y sévit et comment les lois sur l'intégration raciale, et notamment la pratique du « busing » (qui consiste à envoyer des bus chercher des élèves noirs au loin dans la banlieue pour les amener dans un lycée jusque-là réservé aux élèves blancs) n'ont rien réglé.

Voici comment la situation est vécue et ressentie par la communauté noire :

« Avant au moins, les choses étaient simples et claires. Il y avait des endroits réservés aux Blancs et ceux réservés aux Noirs. Pas moyen de se tromper : c'était écrit en toutes lettres à l'entrée. En outre la grande majorité de la communauté noire n'avait pas d'autres moyens d'entrer dans le monde des Blancs... ». Aujourd-

d'hui, la loi et la Constitution nous garantissent l'égalité et en conséquence le libre accès à tous les lieux publics. Foutaise ! La majorité d'entre nous continue d'habiter, de travailler, de vivre à l'écart de la communauté blanche. Personne ne serait assez fou pour se risquer dans le Southie, le quartier des « petits Blancs » à moins d'y être contraint. Rares sont ceux qui acceptent d'y prendre un emploi, quand on le leur propose... Dès que le bus franchit le pont, l'angoisse te serre au cœur. C'est pire encore quand il faut descendre. Tout le monde te dévisage. Ouvertement. Tu as beau te dire que rien de sérieux ne peut t'arriver, en plein jour du moins, c'est plus fort que toi, tu as peur. Et eux, ils n'ont même pas besoin de t'insulter, ni de t'attaquer. La frayeur leur suffit. Et toi tu as honte de ta propre lâcheté.

Pour nos enfants, c'est la même chose. Pourquoi leur faire courir le risque d'une

insulte, d'un mauvais coup ? Pourquoi les faire vivre dans la peur ou dans la honte ? Parce que les écoles des Blancs sont meilleures que les nôtres ? Et à quoi bon les envoyer dans une école puisque de toute façon, en sortant, ils ne trouveront pas de travail ? »

La situation est aussi tendue à l'intérieur même du lycée :

« Un lycéen, Noir, m'explique : « Les classes sont mixtes, mais Noirs et Blancs sont assis de part et d'autre de la salle. Il suffit d'une remarque, d'une gomme ou d'un livre lancé en réponse, pour qu' aussitôt ce soit le tour des chaises et des bureaux, etc., et que dans toutes les classes la bagarre commence ».

Interrogé sur les raisons de ces affrontements quotidiens, un jeune Blanc me répond : « Parce que nous n'aimons pas les négros et qu'ils ne nous aiment pas non plus ». A-t-il participé à ces affrontements ? « Bien sûr », et il « aime ça ! ».

Libération

Que sont
devenues
les Panthères
noires ?

Depuis quelques années, le Parti des Panthères, qui s'était consacré à la défense des ghettos noirs contre les exactions de la police, mais aussi à des tâches d'assistance et d'éducation, a été très durement touché par la répression et la démoralisation. Nombre de ses dirigeants ont été assassinés ou arrêtés.

Libération, dans son numéro du 23-24 octobre, fait le point au travers de l'interview d'Elaine Brown, une dirigeante du parti.

L'AFFAIRE CLEAVER

« J'ai été à quinze enterrements, me dira Elaine Brown, et je suis fatiguée de regarder des espaces de morts. J'ai plus d'amis enterrés dans des tombes que dans la rue ». Tous ces cadavres pèsent encore lourds sur le BPP, le Black Panther Party, mais ne suffisent pas bien sûr, à expliquer qu'il ne soit plus aujourd'hui qu'un groupuscule. Si la police a pu si bien s'infiltrer et jouer sur les paranoïas, les appétits de pouvoir, les jalousies, c'est qu'il y avait quelque chose de vicié à la base. Ce quelque chose, j'ai l'impression de le trôler quand Michael m'explique que Cleaver est un agent du FBI, que

s'il ne l'est pas, c'est tout comme : « Il n'y a pas de différence entre l'agent objectif et l'agent réel ». (...)

Elaine Brown est en colère. Elle en a marre, m'explique-t-elle, d'être traitée de réformiste, marre de l'image déformée qui est donnée au Parti. « Réformiste ? Mais qu'est-ce qui fait avancer les gens ? Tout dépend de la situation ». (...)

Le temps des grandes déclarations guérilléristes et du fétichisme militaire des Panthères Noires est donc pour le moment terminé. Le BPP cherche à élargir sa base, par un travail de masse, programmes pour les enfants, (le BPP contrôle une école de 500 élèves), activités communautaires sur le logement, la santé, l'emploi, au total 31 programmes. Si le BPP se présente encore comme un parti national, Elaine Brown doit reconnaître qu'il existe surtout à Oakland, avec une perspective de développement à Chicago.

OAKLAND. BASE ROUGE ?

Puis, Elaine Brown m'explique comment ils ont l'intention de faire de la cité d'Oakland une base rouge exemplaire. Il se trouve en effet qu'Oakland est « la cité industrielle type où vivent les masses », la cité ouvrière. (...)

« Oakland est aussi économiquement une représentation de l'Amérique capitaliste, avec son port, le deuxième du monde après New-York, en entrepôts, et toutes les industries qu'il a attirées. (...)

Au cas où les Panthères Noires gagneraient les élections municipales, et donc la mairie, elles pourraient alors obliger le port à réaffecter une partie de ses bénéfices à Oakland. Il pourrait ainsi rapporter deux à trois millions de dollars qui permettraient à la nouvelle municipalité de procéder immédiatement à certains changements concrets par le biais du « city manager », l'intendant, nommé par le conseil municipal.

En cas de conflit, on aurait alors les intérêts de la population contre ceux des corporations et du gouvernement fédéral, donc un conflit politique qui serait une vraie leçon de politique ».

VERS LES ELECTIONS DE 1977

Les Panthères Noires sont donc résolues à se battre pour gagner le contrôle municipal. « Je pense que dans les trois prochaines années, nous serons à même d'exercer un contrôle sérieux sur la machine d'Oakland, ce qui aura des répercussions sur tous les Etats-Unis ».

dossier

1956:
HONGRIE
SUEZ

Octobre,
novembre
1956
HONGRIE
SUEZ

Il y a vingt ans, en octobre-novembre 1956, pendant que les tanks soviétiques entreprenaient de rétablir l'ordre dans les rues de Budapest insurgée, le chef du gouvernement français, le « socialiste » Guy Mollet, et son homologue conservateur anglais lançaient leurs parachutistes et leurs bombes sur le canal de Suez.

L'écrasement des travailleurs hongrois, la dissolution de leurs conseils, la répression impitoyable ont soulevé alors une vague d'indignation de par le monde. Mais ce qui se passait au même moment à Suez, où les vieilles puissances coloniales européennes, aidées par la social-démocratie, tentaient d'abattre par la force le régime qui, aux yeux des masses égyptiennes, symbolisait la dignité nationale retrouvée et la lutte pour l'indépendance était tout aussi condamnable. A Port-Saïd, en particulier, où la guerre fut la plus meurtrière, les paras anglais et français se heurtèrent à une violente résistance de la population.

Mais, dans ce monde divisé en deux blocs, les crimes de l'un semblaient excuser les crimes de l'autre. Bien peu de voix s'élevèrent pour dénoncer à la fois l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Et ceux-là même qui manifestaient leur « indignation » de la façon la plus tapageuse contre l'armée russe, furent précisément ceux qui dirigeaient ou applaudissaient au même moment l'expédition de Suez et la guerre d'Algérie.

Devant ce répugnant affrontement d'assassins, où les uns pointaient vers les autres l'index accusateur de mains encore entachées du sang de leurs propres victimes, les travailleurs, désorientés, ne savaient comment s'opposer aux crimes des uns sans se solidariser avec ceux des autres.

Bien rares, à l'époque, furent ceux qui prirent fait et cause à la fois pour les victimes de l'impérialisme — dont la social-démocratie accomplissait les basses œuvres — et pour celles de la bureaucratie stalinienne.

Le texte ci-contre fut publié le 11 novembre 1956 par Voix Ouvrière — organisation dissoute en juin 1968 et dont les militants sont à l'origine de Lutte Ouvrière — alors même qu'après avoir écrasé militairement l'insurrection, la bureaucratie russe et ses hommes de main hongrois se préparaient à liquider les Conseils ouvriers.



A gauche
Un char russe immobilisé à Budapest.

A droite
L'opération franco-anglaise dans les rues de Port Saïd.

" NOUS SOMMES TOUS DES ASSASSINS "

L'insurrection hongroise a été broyée par les blindés de l'armée russe. Malgré la disproportion des forces, les combattants hongrois ont résisté et résistent encore. Malgré la famine et la répression, la grève est générale. Il s'agissait d'une insurrection populaire sinon prolétarienne, en dépit de ce que peut en dire la presse stalinienne. Il est bien évident qu'une minorité de factieux n'aurait pu mener un tel combat et que, pour tenir si longtemps, il a fallu que toute la population se dresse face aux deux cent mille hommes de troupe et aux trois mille blindés de la répression. C'est la première fois dans l'histoire que la bureaucratie russe se sert de l'Armée Rouge pour écraser une révolution, jusqu'ici elle n'avait fait que les laisser écraser par les armées des autres. Tous les travailleurs en France, y compris un grand nombre de militants du PCF, ont ressenti la même indignation devant ce crime. Crime plus grand encore qu'il n'apparaît à première vue, car il dépasse les frontières de la Hongrie.

La répression en Hongrie a fait relever la tête à tous les fascistes européens. Les Russes n'ont pas combattu le fascisme en Hongrie, mais ils l'ont renforcé en France. L'Humanité et le PCF en ont fait l'expérience ces jours derniers.

Quelles qu'aient été les revendications des travailleurs hongrois, c'était leur droit de les poser, jusque et y compris un retour du capitalisme, qu'ils ne voulaient d'ailleurs pas. Leur massacre n'a pas d'excuse et chacun le sait. L'écœurement est d'autant plus grand que ceux qui élèvent le plus la voix pour protester sont justement ceux qui devraient se taire.

Les gouvernants français ne défendent une insurrection ouvrière que lorsqu'elle se produit dans les pays de l'Est, eux qui emploient la matraque dans la moindre grève et qui n'hésiteraient pas, au cas où ladite insurrection ouvrière se produirait en occident, à la noyer dans le sang. Des centaines de milliers de soldats, tout le matériel d'une armée moderne con-

tre un petit pays de quelques millions d'habitants, c'est la Hongrie, oui, mais c'est aussi l'Algérie. Et le cynisme des dirigeants français, qui pleurent sur le sort des ouvriers hongrois alors qu'ils assassinent en Algérie et en Egypte, n'a d'égal que celui des potentats du Kremlin qui font l'inverse. FO, qui a des camarades ministres a bien su prendre l'initiative d'un mouvement de grève pour protester contre la sauvage répression de l'insurrection hongroise. Elle n'a jamais su, pas plus que la CGT d'ailleurs, en faire autant pour l'Algérie, et cependant les deux sont liés. C'est parce que les Occidentaux massacrent en Afrique du Nord, au Kenya, à Chypre ou au Guatemala, que les Russes ont pu commettre ce crime face à la classe ouvrière mondiale. Et, au fond, c'est en partie parce que nous, travailleurs français, nous tolérons par notre passivité la répression en Algérie, que nos frères, les travailleurs hongrois, meurent sous les balles et les obus. A l'heure actuelle, chacun de ces événements fait partie d'un tout. Les travailleurs hongrois ont mené une lutte sans espoir, à tel point que certains postes d'insurgés ont fait appel à l'intervention occidentale. Ce n'était que choisir un autre genre de mort. Les armées occidentales ne seraient certainement pas intervenues pour laisser les armes aux travailleurs et le pouvoir aux comités ouvriers. Cette intervention ne serait que le début d'une troisième guerre mondiale et d'une ère de barbarie sans nom. Aucun travailleur n'y a intérêt. Dans la cassure actuelle du monde en deux blocs rivaux et opposés, c'est l'ignominie de l'un qui permet à l'autre de se rendre ignoble. Les masses de chacun d'eux ne s'opposent pas à leurs propres dirigeants que parce que les autres ne font pas mieux et qu'ils ne sentent le choix qu'entre l'un ou l'autre. Et, quoi qu'en disent les gouvernants français, les dirigeants sociaux-démocrates, les travailleurs français pouvaient plus aider les ouvriers hongrois en arrêtant la guerre d'Algérie et en empêchant l'expédition d'Egypte plutôt qu'en

soutenant ceux qui mettaient le feu au siège du PCF.

Et ces derniers événements nous montrent que le sort des travailleurs hongrois pourrait bien être le nôtre. Les nervis qui s'attaquent aux journaux et aux permanences du PCF ont profité du désarroi créé par la répression russe pour s'attaquer aux organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Leur indignation vertueuse contre les bourreaux du prolétariat hongrois ne cache en fait que le désir de réserver le même sort aux travailleurs français. Les dirigeants staliens peuvent difficilement être dépassés en abjection, mais c'est aux travailleurs de les juger et de les rejeter. Nous ne pouvons pas permettre aux éléments réactionnaires du pays de faire le ménage dans nos propres rangs. Les typographes de la presse l'ont fort bien compris, en débrayant parce que certains d'entre eux avaient été blessés dans les locaux de l'Humanité. Au-delà du PCF, c'est l'organisation indépendante de la classe ouvrière qui est visée. Il nous appartient de nous occuper de nos propres affaires et de ne pas laisser aux dirigeants staliens ou sociaux-démocrates, qui ont tous du sang ouvrier sur les mains, d'être maîtres de nos destinées. Sinon, nous nous retrouverons demain dans le cas des travailleurs hongrois : massacrés par les uns ou par les autres. Nous ne pourrions alors nous en prendre qu'à nous-mêmes car « il ne faut jamais demander pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour nous ».

VOIX OUVRIERE
11 novembre 1956

NOTRE PROCHAIN DOSSIER : LA PEDAGOGIE

- Qu'apprend-on aux enfants et comment ?
- Des méthodes qui datent du début du siècle.
- Les « doués » et les « non-doués », un faux problème.
- L'éducation de l'avenir.

dossier

**1956:
HONGRIE
SUEZ**

HONGRIE

Quand la bureaucratie russe réprimait l'insurrection populaire

La répression

Elle fut terrible, de l'aveu même du gouvernement Kadar. Selon les chiffres officiels, publiés en 1957 dans le *Manuel Statistique de Budapest*, il y aurait eu 2 000 morts et 13 000 blessés à Budapest, 7 000 morts et 1 500 blessés en province. Et la même source officielle indique que « 80 à 90 % des combattants blessés étaient de jeunes ouvriers ». Et il est probable que ces chiffres sont loin d'une réalité qui vit 200 000 hommes de troupe soviétiques, appuyés par 2 000 tanks, affronter une population ne disposant que d'armes légères.

Après l'écrasement de l'insurrection, la presse fit état de 105 exécutions et de milliers d'emprisonnements.

En octobre 1956, c'est contre la caricature de socialisme qui avait nom « démocratie populaire » que la population hongroise s'insurgea. Car ce régime, que la bureaucratie soviétique avait installé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la force de ses armes, n'avait strictement rien ni de démocratique, ni de populaire.

C'était une dictature féroce, à la terreur de laquelle aucune couche de la population n'échappait.

Pour la classe ouvrière, dont le régime osait pourtant se réclamer, c'était une oppression rarement égalée. Le seul droit dévolu aux travailleurs était celui de produire, et de produire toujours plus. D'année en année, de mois en mois, les normes de travail augmentaient, et les cadences avec. C'était le règne du stakhanovisme, des concours de production instaurés entre usines, ateliers, brigades, pour dépasser les plans. C'était le règne du travail « volontaire » le soir ou le dimanche. Le règne du travail « bénévole » à l'occasion d'un anniversaire de Staline ou autre Rakosi. C'était le règne de la chasse intraitable aux « saboteurs », passibles de peines de prison en cas de baisse de production. Un vaste système policier de « mouchards » étendant ses tentacules dans les usines. Et, par-dessus le marché, des salaires bas, la vie chère, la grève interdite et les syndicats, simples rouages de l'appareil d'Etat.

Le sort de la paysannerie n'était guère plus enviable. Le régime, qui lui avait donné la terre, entreprit très vite de la lui reprendre. Ce fut la collectivisation forcée. Une vague de terreur déferla dans les campagnes, où les récalcitrants furent déportés en masse.

Quant à l'intelligentsia, elle devait ses maigres pri-

vilèges à une servilité absolue, à sa soumission politique et idéologique totale. Ceux des intellectuels qui s'abaissaient à écrire quelques poèmes ou odes à la gloire immortelle des Staline étaient assurés de hauts salaires et d'une large diffusion de leurs œuvres. Mais pour la grande majorité des autres, c'était le manque de liberté d'opinion et d'expression.

Ainsi, derrière l'unité de façade, derrière les votes à 99 % en faveur des candidats officiels, les manifestations monstres, la claque et les hurrahs pour les dirigeants « bien-aimés », le régime était miné par des contradictions aiguës. Il était haï et ne se maintenait qu'au moyen d'une terreur institutionnalisée.

Ce fut contre cette odieuse caricature de socialisme que la population hongroise se dressa en 1956, défendant les armes à la main ses aspirations légitimes à la liberté, à la démocratie et à l'indépendance nationale. Ce fut contre cette caricature de socialisme que les travailleurs érigèrent leurs propres organes de pouvoir, les Conseils ouvriers. Et c'est pour avoir lutté contre ce régime-là que tous furent sauvagement réprimés par les armes et les chars d'un Etat soi-disant socialiste.

Que les dirigeants de la bureaucratie stalinienne aient pu noyer dans le sang l'insurrection hongroise, au nom du prolétariat mondial et cela, avec la bénédiction des partis stalinien des autres pays, fut une infamie. Par-delà l'odieux crime commis en Hongrie et dont furent essentiellement victimes les travailleurs, c'est sur l'ensemble du mouvement ouvrier mondial que ce crime rejallit. Un peu partout dans le monde les forces réactionnaires hostiles à la classe ouvrière, au communisme et à l'URSS relevèrent la tête et se sentirent plus fortes des massacres commis à l'Est.

1953-1956 : le printemps des peuples

La révolution hongroise de 1956 n'éclata pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis la mort de Staline en 1953 — et les difficiles problèmes de succession que celle-ci posa à la bureaucratie soviétique —, c'est tout l'édifice du stalinisme qui se lézardait en

Europe de l'Est. Les divorces et âpres luttes de clans dans les hautes sphères des appareils d'Etat enhardirent intellectuels et travailleurs à relever la tête, à ne plus croire que le régime de la terreur était invulnérable. L'espoir que les choses allaient changer, que la pression populaire

pouvait les faire changer donna naissance à des manifestations de caractère insurrectionnel, à ce que l'on a appelé « le printemps des peuples », succédant au long et triste hiver stalinien.

En juin 1953, c'est d'abord une grève des ouvriers du bâtiment berlinois, en Allemagne de l'Est,

qui se transforma rapidement en une puissante manifestation ouvrière d'hostilité au régime. Les chars russes réimposèrent l'« ordre ». Mais au même moment, des grèves de caractère politique éclataient aussi en Tchécoslovaquie, à Pilsen.

Puis, au printemps 1956, l'effervescence gagnait la Pologne. L'intelligentsia polonaise, qui dénonçait les aspects dictatoriaux du régime, se regroupait autour de la revue des jeunes opposants *Pro Postu*, qui tirait bientôt à 150 000 exemplaires. Et, en juin 1956, c'était la révolte dans la ville industrielle de Poznan. La population, essentiellement ouvrière, réclamait, les armes à la main, « la liberté, le pain, la justice... et le départ des Russes ».

La répression de cette insurrection n'endiguait pas le flot montant. Désormais, c'est toute la population, intellectuels et travailleurs, qui se mobilisa autour de ce dont elle avait fait son objectif politique : la destitution de l'homme de Staline, Rokossowski (Russe naturalisé pour les circonstances citoyen polonais, au lendemain de la guerre) et la no-

mination à la tête du parti de Gomulka — ex-victime des prisons stalinien et de ce fait, bien que « stalinien » lui aussi, symbole des aspirations populaires à l'indépendance nationale.

Tirant argument de l'effervescence dans le pays, le Comité central, favorable à Gomulka, exigea que celui-ci soit nommé dans les plus brefs délais. Les dirigeants russes, venus à la hâte, s'inclinèrent et acceptèrent le compromis. Gomulka ne tarda pas à montrer, dans les années qui suivirent, qu'il était un dirigeant « musclé », apte à réprimer les aspirations populaires. Mais sur le coup, sa nomination, imposée aux Russes, apparut comme une victoire.

Gomulka avait réussi à canaliser la révolte à son profit. Mais le compromis imposé aux dirigeants russes par l'insurrection allait déclencher la révolution hongroise. C'est en effet l'immense manifestation de soutien à la « révolution polonaise ». Le 23 octobre à Budapest, qui allait donner le signal du départ de l'insurrection.

A TRAVERS LES LIVRES

Récits, documents et analyses sur les événements d'octobre-novembre 1956 peuvent être trouvés dans les ouvrages suivants :

HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fejtő (Editions du Seuil) : un chapitre sur les « révolutions d'octobre 1956 », dans cet ouvrage de l'historien social-démocrate Fejtő sur la vie politique et sociale en Europe de l'Est de 1945 à 1968.

BUDAPEST : 23 OCTOBRE 1956, de Tibor Meray (collection « Ce jour-là », aux éditions Laffont) : le récit vivant des événements par un partisan de Imre Nagy.

LA TRAGÉDIE HONGROISE de François Fejtő (éditions Pierre Horay) : la première phase de la révolution hongroise, jusqu'aux premiers jours de novembre.

POLOGNE-HONGRIE 1956, aux éditions EDI : une multitude de documents, rassemblés par Jean-Jacques Marie et Balasz Nagy et présentés par Pierre Broué (tous trois appartenant au mouvement trotskyste), qui donne un aperçu vivant du bouillonnement et de la floraison d'idées dans la Pologne et la Hongrie de l'époque.

ET DES BROCHURES A SE FAIRE PRETER OU A LIRE EN

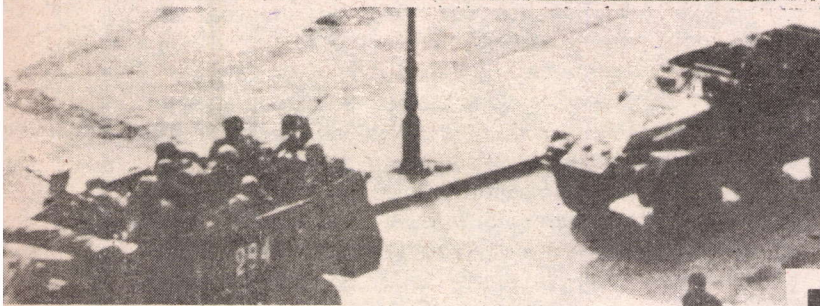
BIBLIOTHÈQUE, parce qu'elles sont épuisées :

La révolution des Conseils ouvriers de François Manuel. La formation du Conseil central ouvrier de Budapest en 1956 par Balasz Nagy. Supplément à Correspondances Socialistes n° 8 (1961). Une description et une analyse des efforts faits par le prolétariat de Budapest pour se donner une direction.

Le X^e anniversaire de l'insurrection hongroise : texte d'un exposé fait par Voix Ouvrière en octobre 1966 au Cercle Léon Trotsky.

Jeunesse d'Octobre de Nicolas Baudy.

1956



Au fil des jours

LE 22 OCTOBRE : Le Cercle Petöfi — cercle littéraire derrière lequel s'est regroupée l'intelligentsia libérale opposée au régime — lance, en commun avec les étudiants communistes, un appel à une manifestation de solidarité avec la Pologne pour le lendemain 23 octobre.

LE 23 OCTOBRE : La manifestation, d'abord interdite puis autorisée, est un immense succès : cent mille manifestants défilent dans Budapest, des étudiants, mais aussi des travailleurs, des ménagères. A 20 heures, devant la foule qui criait « Nagy au gouvernement », « Les Russes dehors », Geroe, secrétaire du Parti et homme de Moscou, aussi exécuté que son prédécesseur Rakosi, ne profère que des menaces. Il traite les manifestants de « canaille fasciste » et, devant la colère suscitée, fait tirer sur la foule. C'est le début des combats de rue. Aussitôt, l'essentiel des forces militaires et de police ordinaire fraternise avec les manifestants. La statue géante de Staline est abattue de son socle.

LE 24 OCTOBRE : La radio annonce la nomination d'Imre Nagy (« stalinien » lui aussi, mais longtemps tenu en disgrâce par Moscou) à la tête du gouvernement. Mais elle annonce aussi que celui-ci a fait appel aux troupes russes stationnées dans le pays, pour réimposer l'« ordre ».

LE 25 OCTOBRE : Geroe est relevé de ses fonctions et remplacé par Kadar. Nagy promet des réformes mais demande aux insurgés de déposer les armes.

LE 26 OCTOBRE : Les combats continuent ; les insurgés gagnent du terrain, désarment la police politique. Et l'unité du colonel Maleter — réputée d'élite — rallie leurs rangs. Le gouvernement fait de nouvelles promesses pour que les combattants rendent leurs armes.

LE 27 OCTOBRE : Formation d'un « gouvernement national » avec Nagy à sa tête. Des Conseils ouvriers se forment dans toutes les usines de Budapest.

LES 28, 29, 30 OCTOBRE : Imre Nagy admet à la radio que le mouvement n'est pas « contre-révolutionnaire ». Annonce

est faite que les troupes soviétiques se retireront bientôt. Les anciens partis se reconstituent.

LE 31 OCTOBRE : Radio-Moscou annonce que le gouvernement est prêt à retirer ses troupes, mais de nouvelles unités soviétiques arrivent en Hongrie.

LE 1^{er} NOVEMBRE : Les troupes soviétiques continuent d'affluer. Nagy proteste auprès de l'ambassadeur de l'URSS, dépose une plainte devant l'ONU et proclame la neutralité du pays.

LE 2 NOVEMBRE : Le Conseil ouvrier de Miskolc réclame la constitution d'un Conseil révolutionnaire national, constitué par les Conseils révolutionnaires et les Conseils ouvriers. Il condamne la renaissance des querelles de partis.

LE 3 NOVEMBRE : Remaniement ministériel excluant tous les anciens rakosistes — Rakosi avait été, pendant plusieurs années, le « Staline hongrois ». Le colonel Maleter est arrêté par la police politique russe en pleine négociation.

LE 4 NOVEMBRE : Les troupes soviétiques entrent dans Budapest à l'aube. Kadar, qui avait disparu, annonce qu'il a pris la tête d'un « gouvernement ouvrier et paysan » qui se substitue au gouvernement de Nagy et est soutenu par les troupes soviétiques.

LE 5 NOVEMBRE : Les combats continuent dans tout le pays.

LE 12 NOVEMBRE : Appel du Comité révolutionnaire d'Ujpest pour la formation d'un Conseil ouvrier central.

LE 13 NOVEMBRE : Délégation de plusieurs Conseils ouvriers auprès de Kadar, qui leur refuse tout pouvoir autre qu'économique. La grève générale continue.

LE 14 NOVEMBRE : Fin des combats, mais la grève générale continue. Création du Conseil ouvrier central du Grand-Budapest. Il affirme sa solidarité au gouvernement Nagy.

LES 11 et 12 DECEMBRE 1956 : Grève générale à l'appel du Conseil ouvrier central. Deux de ses principaux dirigeants sont arrêtés.

LE 28 SEPTEMBRE 1957 : Dissolution des derniers Conseils ouvriers.

Une insurrection nationale et populaire

La revendication des libertés démocratiques (liberté totale de l'opinion et de la presse, amnistie pour les prisonniers politiques, élections libres avec la participation de plusieurs partis) joua un rôle déterminant pendant la révolution. Et, la bureaucratie russe étant de toute évidence le pilier central du régime des Rakosi et des Geroe, le mouvement de mécontentement et l'explosion à laquelle il conduisit prirent nécessairement une coloration nationale marquée. La haine contre la présence et l'intervention russe entraîna une unanimité nationale qui était en réalité factice. Les forces qui se retrouvèrent,

les premiers jours de la révolution, au coude à coude dans la bataille, et essentiellement leurs deux pôles, les tenants de l'appareil d'Etat national d'une part et les travailleurs d'autre part, n'avaient pas les mêmes perspectives.

Les premiers représentaient les intérêts de l'Etat bourgeois hongrois qui, bien que rétabli au lendemain de la guerre grâce aux forces militaires de la bureaucratie, n'en était pas moins par nature profondément rétif à l'emprise puissante exercée sur lui par le Kremlin. Pour les tenants de cet appareil d'Etat, le mouve-

ment populaire n'avait d'intérêt que comme force d'appui pour se débarrasser de la tutelle de Moscou.

Et, étant donné la mobilisation et la radicalisation de la révolte populaire, le divorce est aussitôt là entre les masses et les tenants de l'Etat national. Certes, les masses populaires n'étaient pas conscientes de ce divorce. Pourtant, dès le 24 octobre, elles ne faisaient plus confiance à quiconque — si ce n'est à elles-mêmes et aux armes qu'elles avaient en main — pour conquérir l'indépendance nationale, la liberté et la démocratie.

Une insurrection ouvrière

Par ailleurs, une autre force s'était organisée au cours du combat pour l'indépendance et les libertés démocratiques : le prolétariat qui, dans le feu de la lutte, s'était donné des Conseils ouvriers. Malgré la grève générale, effective dès le premier jour de la révolution, les travailleurs étaient dans leurs usines et élurent démocratiquement ceux d'entre eux en qui ils avaient confiance. Ces délégués aux Conseils étaient révocables. Et certains furent révoqués, par la suite, pour avoir négocié avec les Russes.

Dès les premiers jours de la Révolution, les Conseils ouvriers faisaient concurrence au gouvernement en place. A côté de multiples décisions de caractère économique, les Conseils de travailleurs prirent des mesures plus politiques, éloignant les dirigeants staliniens les plus marqués, supprimant les fonctions de surveillance policière et en remettant leurs titulaires à la production.

Et surtout, ils organisèrent et armèrent les milices ouvrières, chargées à la fois de garder les entreprises, mais aussi de participer aux combats de rue. De fait, l'activité des Conseils dépassait dès le début le cadre de l'usine.

Certes, les Conseils ouvriers ne postulèrent pas d'emblée au pouvoir politique. Ils admettaient sur ce plan la représentativité du gouvernement Nagy, tout en cherchant à infléchir la politique de celui-ci dans le sens de leurs revendications.

Néanmoins il existait dès le début une tendance nette, d'une part, à fédérer les Conseils et à établir un système centralisé couvrant l'ensemble du pays et, d'autre part, à conquérir pour les Conseils des prérogatives qui, ouvertement politiques et administratives, dépassaient et le cadre de la simple gestion économique et les limites de l'entreprise.

Tous les Conseils réclamaient le retrait de l'armée soviétique, l'épuration du gouvernement de ses éléments rakosistes, le droit de grève, la liberté syndicale, la reconnaissance des Conseils.

Fait significatif, le 2 novembre, le président du Conseil ouvrier de Miskolc fit une déclaration révélatrice de la prise de conscience des travailleurs : « Le gouvernement doit proposer la formation d'un Conseil national révolutionnaire, s'appuyant sur les Conseils ouvriers départementaux et de Budapest et composé de dé-

légués démocratiquement élus. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancienne Assemblée nationale ».

C'était déjà la revendication d'un pouvoir central appuyé sur un système de Conseils ouvriers. Mais c'était au gouvernement central — c'est-à-dire à l'organe dirigeant de cet Etat que la classe ouvrière aurait dû renverser — que les travailleurs réclamaient la satisfaction de leurs revendications.

Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Conseils ouvriers » se dessinait au fur et à mesure que la classe ouvrière consolidait son indépendance organisationnelle. Mais il n'y avait pas de parti révolutionnaire pour le formuler.

En fait, la rupture des Conseils ouvriers avec le pouvoir central n'eut lieu qu'après la deuxième intervention russe. Face au gouvernement contre-révolutionnaire de Kadar, les Conseils furent les seuls organismes révolutionnaires qui continuèrent le combat.

Après le 4 novembre, la perspective d'un pouvoir ouvrier authentique n'était plus fermée par l'absence d'un parti révolutionnaire socialiste, mais par l'immense appareil de répression de la bureaucratie russe.

La nationalisation du canal, un gifle pour l'Angleterre et la France

« La Compagnie du canal de Suez n'existe plus (...) Le canal est désormais à nous, bien à nous (...) Nous n'avons plus besoin d'aller mendier à Washington, Londres ou Moscou » : c'est en ces termes que le 26 juillet 1956, le colonel Nasser annonce à Alexandrie devant une foule enthousiaste la nationalisation du canal de Suez, célébrant par la même occasion le quatrième anniversaire du régime qui a succédé à celui du roi Farouk.

La nouvelle, totalement inattendue, soulève une immense vague d'enthousiasme en Egypte. Pour la population, dont la soif de dignité est restée si longtemps inassouvie, c'est la revanche. La revanche sur les humiliations subies sous la domination impérialiste. Et en premier lieu, la revanche sur la création du canal de Suez, creusé en territoire égyptien par le sang et la sueur de dizaines de milliers de travailleurs et qui a permis à une société multinationale à capitaux français et anglais, la Compagnie du canal de Suez, de s'en mettre plein les poches.

Mais tandis qu'au Caire on célèbre l'événement, en Europe, c'est la stupeur. Cette décision apparaît comme une gifle. Tout d'abord, bien sûr, parce que d'énormes intérêts sont en jeu et que les capitalistes français et anglais ne sont pas prêts à abandonner les fabuleux bénéfices que la Compagnie du canal tire des droits prélevés sur le transport des marchandises — en cinq ans, de 1950 à 1955, ces bénéfices se sont élevés à 800 millions de dollars.

Mais surtout, le geste de Nasser apparaît comme un défi aux grandes puissances, parce qu'il est le fait d'un homme qui tient à s'affirmer — au travers de ce geste comme au travers d'autres, qui l'ont précédé — comme le leader du nationalisme arabe, un des chefs de file du « non-alignement » du Tiers Monde sur les dictats économiques et politiques des « grands ».

C'est au nom de cette politique que Nasser dissuade en janvier 1955 la Jordanie, le Liban, l'Arabie Séoudite, la Turquie et l'Irak d'adhérer au Pacte de Bagdad, organisme militaire

Fin octobre, début novembre 1956, au moment où la bourgeoisie française et tous ses représentants — de l'extrême-droite à la social-démocratie — ne trouvaient plus assez de mots pour s'indigner de ce que l'URSS lance ses chars pour réprimer l'insurrection populaire hongroise, cette même bourgeoisie lançait les siens et ses parachutistes sur l'Egypte. Et il fallait vraiment le cynisme immense des dirigeants français — les socialistes Guy Mollet, Christian Pineau, Robert Lacoste et autres Mitterrand — pour oser pleurer sur le sort des ouvriers hongrois, alors qu'ils étaient les inspireurs de massacres à Suez et en Algérie.

La nationalisation par le colonel Nasser du canal de Suez, en juillet 1956, avait été reçue comme une gifle — ce qu'elle était — par les puissances impérialistes anglaise et française. C'était surtout leurs intérêts qui étaient atteints. Malgré l'indemnisation honorable promise aux porteurs d'actions de la Compagnie du canal de Suez, malgré les assurances de Nasser quant au maintien de la libre circulation sur le canal, les dirigeants français et anglais refusèrent de s'incliner devant le geste. Car, par-delà même les intérêts directs qui étaient en jeu, les vieilles puissances coloniales virent dans ce geste de Nasser un défi politique, une affirmation de son indépendance par l'Egypte. C'était plus que n'en pouvaient supporter les dirigeants anglais, évincés depuis 1952 de ce pays qui avait été leur chasse gardée, et les dirigeants français aux prises avec la guerre d'indépendance algérienne.

C'est pourquoi, des tribunes de la Chambre des Communes comme du Palais-Bourbon, s'élevèrent les propos les plus haineux et belliqueux. Guy Mollet, alors président du Conseil, Christian Pineau, son ministre des Affaires Etrangères, et du côté anglais Antony Eden et Sewyn Lloyd ne tarissaient pas d'injures sur Nasser « nouvel Hitler », « pillard insolent », « apprenti dictateur aux abois ». Et les deux gouvernements, aussitôt, de proclamer haut et clair que seule une action de force pourrait amener Nasser à la raison et protéger ce canal que Londres et Paris considéraient comme leur propriété.

sous contrôle américain, le pendant au Moyen-Orient de l'OTAN. C'est toujours au nom de cette politique que Nasser participe en avril 1955 à la conférence de Bandoeng, aux côtés de Chou En-lai, Tito et Nehru.

Enfin, après avoir essuyé le refus de certaines puissances occidentales de lui livrer du matériel militaire, Nasser ne craint pas, pour en obtenir, de se tourner vers les pays de l'Est, la Tchécoslovaquie et l'URSS.

Dans tous les domaines — économique et politique — le jeu de Nasser consiste à s'appuyer successivement ou même simultanément sur le « bloc occidental » et sur l'URSS, pour jouer à son profit de la rivalité qui les oppose.

Il échoue dans cette politique de marchandage en ce qui concerne les crédits pour la construction du haut barrage d'Assouan — les USA refusent, en juillet 1956, de débiter les 200 millions de dollars promis. C'est en riposte immédiate à ce refus que Nasser décide de procéder à la nationalisation du canal de Suez.

Le 30 juillet 1956, de la presse de droite à celle de la SFIO en passant par « l'Objectif », « Le Monde » : l'unanimité pour l'intervention militaire immédiate

L'AURORE : « Le coup de force de Nasser ne peut rester sans riposte. Il faut lui opposer une rigoureuse, voire brutale fermeté ».

COMBAT : « L'occupation du canal de Suez est le pendant de la remilitarisation de la Rhénanie... une spoliation pure et simple du travail d'autrui ».

LES ECHOS : « Une réplique brutale et immédiate » est nécessaire, assortie entre autres d'une « aide massive à Israël ».

FRANCE-SOIR : « Si aucune riposte de force n'est faite à l'acte du 26 juillet, nous pouvons appréhender le pire ».

LE FIGARO : « M. Pineau, qui semble revenu de bien des illusions, a raison de préconiser une riposte énergique. On veut espérer qu'il sera entendu à Londres, notamment de son interlocuteur américain ».

Et c'est en France que l'exaspération chauvine atteint son comble. Dans l'impossibilité de réduire l'insurrection algérienne, le gouvernement de Guy Mollet trouva en Nasser un bouc émissaire, le responsable de ses malheurs, celui qui aidait les combattants algériens, autrement dit l'homme à abattre.

En Angleterre, l'atmosphère était la même, à ceci près que, le gouvernement étant conservateur, les travaillistes se retrouvaient soudain une vocation de « socialistes » pour combattre le projet d'intervention armée.

En fait, bien plus que du canal de Suez, il s'agissait pour Guy Mollet et Antony Eden d'abattre en Nasser le symbole même du nationalisme arabe avec lequel ils étaient aux prises à Alger et qu'ils redoutaient en Irak.

Cependant, l'intervention militaire demandait quelque temps de préparation. Or les remous provoqués par la nationalisation se calmaient peu à peu. Et surtout, il s'avérait que les Etats-Unis n'étaient nullement partisans d'une intervention militaire. Foster Dulles et Eisenhower estimaient avoir tout intérêt à une attitude conciliante, d'autant plus que Nasser était au fond tout disposé à se prêter à ce jeu. Et les USA voyaient là une occasion inespérée de supplanter les rivaux anglais et français; les trusts US pourraient prendre pied au dépend des anciennes puissances coloniales. Ainsi les USA, après avoir protesté au lendemain de la nationalisation contre la « saisie arbitraire », se rangèrent-ils très vite à une solution diplomatique. Le 12 octobre 1956, un accord en six points intervenait, sous l'égide des Etats-Unis.

Mais en Angleterre et en France, les gouvernements partisans de l'intervention ne désarmaient pas. Au contraire, ils savaient qu'ils devaient maintenant agir vite. Il fallait tout d'abord trouver un prétexte, car la pure et simple intervention armée ne convenait plus : l'affaire de Suez était en voie de règlement à l'ONU. C'est dans l'alliance avec Israël que le prétexte fut trouvé : Israël attaquerait l'Egypte, et il suffirait d'invoquer de prétendues « intentions belliqueuses » de Nasser pour justifier l'intervention. Dès la mi-octobre, ce plan était mis au point. Et le scénario, déclenché le 29.

LE MONDE : « C'est dans un court délai et par des mesures énergiques qu'il faut que Paris et Londres, même si Washington hésite à s'engager, donnent l'indispensable coup d'arrêt ».

LE POPULAIRE : « S'il n'y avait dans la décision de Nasser qu'un seul but, agir, il n'y aurait rien à dire ». Mais « il s'agit d'un geste qui constitue malheureusement une grave menace pour la paix dans le monde ».

LE CONSERVATEUR ANGLAIS EDEN : « Nous sommes décidés à nous opposer à la nationalisation, par la diplomatie ou par la force ».

LE REACTIONNAIRE FRANÇAIS BIDAULT : « Pourquoi demande-t-on aux contribuables français de payer des avions et des navires de guerre, si c'est pour les laisser rouiller dans nos rades ? ».

LE SOCIALISTE PINEAU, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES (déclaration devant l'Assemblée) : « Il n'est que de voir certaines de ces photos (...) qui le (Nasser) montrent déchaîné, pour être convaincu qu'il est impensable de faire reposer des garanties sur la parole d'un homme qui n'est maître ni de ses nerfs, ni de ses actes. (...) Je vais rappeler que 458.000 actions sont détenues par 80.000 porteurs français, qui ne sont pas tous des gros porteurs. (...) Le gouvernement français a pris la position la plus ferme. Il ne peut en aucune manière admettre la décision du gouvernement égyptien; qu'il emploiera tous les moyens pour lui faire échec : Nasser doit s'incliner. (...) Des dispositifs militaires sont déjà en cours pour parer à toute éventualité ».

1956



Le débarquement des troupes.
Photo du haut : la population fête le départ des troupes britanniques. (Photos AFP)

L'affaire de Suez sur le fond de la guerre d'Algérie

A la fin de 1955, début 1956, la guerre dans laquelle l'Algérie s'enlise marque profondément la vie politique française. Cette guerre n'est encore que larvée dans les derniers mois de l'année 1955. Mais la situation en Algérie ne cesse de se détériorer. Le FLN, qui s'enhardit dans ses offensives, s'affirme de plus en plus comme la direction de la lutte du peuple algérien pour son indépendance; tandis qu'en face, tout ce que l'Algérie compte de grands colons et petits Blancs réactionnaires et racistes se serrent les coudes et se recroquevillent dans une volonté obstinée de garder l'Algérie française et de ne partager en rien le pouvoir avec ceux qu'ils nomment avec mépris les « indigènes ».

Face à cela, les gouvernements qui se succèdent — et très vite, du fait de la crise permanente des institutions de la IV^e République — ne proposent rien, refusent d'affronter et de heurter ouvertement cette opinion nationaliste et colonialiste qui, même minoritaire, sait se faire entendre.

Les résultats des élections législatives qui suivent, en janvier 1956, la dissolution de la Chambre sont bien significatifs du climat politique d'alors.

Certes, la victoire des élections revient à la coalition dite du « Front républicain » : un regroupement de socialistes, de

radicaux partisans de Mendès-France, de membres de l'UDSR de Mitterrand, et de quelques gaullistes (dont Chaban-Delmas), qui se présentent aux suffrages des électeurs en promettant un « règlement libéral » rapide du problème algérien.

Guy Mollet, le socialiste chef de file de ce regroupement, répète sans se lasser que, si le « Front républicain » accède au gouvernement, il fera tout pour mettre fin à « cette guerre cruelle et imbécile ». Le fait qu'il sorte victorieux de la consultation électorale prouve qu'en France même, une large fraction de l'opinion publique aspire immédiatement à la fin des hostilités et à un règlement rapide et négocié du conflit.

Mais la droite réactionnaire et nationaliste existe en Algérie et en France. Certains de ses éléments sont en bonne place dans les hautes sphères de l'armée et de l'appareil d'Etat.

Le 6 février 1956, Guy Mollet est reçu à Alger par des manifestants hostiles. Il reçoit quelques tomates et jette par-dessus bord toutes les promesses électorales du « Front républicain » et, en fait de « mettre fin à cette guerre cruelle et imbécile », s'engage dans une politique d'intensification de celle-ci, au point de se voir ovationner par la presse de droite et même les poujadistes

comme « l'homme qui avait compris ».

Ainsi, à partir de février 1956, la politique du socialiste Guy Mollet n'est ni plus ni moins celle qu'aurait pu mener la droite poujadiste.

C'est Lacoste — lui aussi socialiste et bras droit de Guy Mollet — qui est envoyé en Algérie à la place de Catroux. Aussitôt, il exige des renforts militaires importants en vue de « pacifier » le pays. Le gouvernement se fait voter par la Chambre — avec les voix des communistes — les « pouvoirs spéciaux », c'est-à-dire les moyens de mener la guerre « à la manière dure ». Bientôt, la durée du service militaire est portée à deux ans. Les jeunes du contingent ainsi que des réservistes sont envoyés dans les campagnes algériennes faire la guerre coloniale. Les tortures deviennent monnaie courante, les massacres de populations ainsi que les « ratonnades ». Et tous ceux qui, même timidement, osent se dire « libéraux » et dénoncer la guerre ou même seulement certains excès de celle-ci — entre autres des journalistes de *l'Express* et *France-Observateur* — sont mis à l'index et frappés par la justice... dont le ministre est Mitterrand.

Dernier haut fait du gouvernement socialiste, en octobre

1956 : le détournement sur Alger de l'avion qui menait cinq dirigeants du FLN algérien — dont Ben Bella — de Rabat à Tunis pour y engager des négociations avec les autorités françaises. En guise de « négociations », Ben Bella connaît la prison. Et même s'il est probable que Guy Mollet a été mis devant le fait accompli, ce coup de force a été orchestré, sous la pression de militaires réactionnaires, par Max Lejeune et Lacoste — tous deux « socialistes » — puis entériné ensuite par Mollet, comme un acte du gouvernement.

En France déferle le racisme, que les socialistes, par leur politique, ont contribué à attiser. Et Guy Mollet, participant au même cœur que les poujadistes et les Soustelle, accredité le thème de la « vaste conspiration islamique » contre la France avec « *l'Egypte au centre de cette toile d'araignée* ».

Après la nationalisation du Canal de Suez, l'anti-nassérisme redouble. Guy Mollet accuse Nasser d'être un nouvel Hitler, de vouloir exterminer tous les Juifs. C'est en haut lieu qu'on laisse entendre qu'une attaque franco-britannique contre l'Egypte entraînerait automatiquement la fin de la guerre d'Algérie. De là à l'expédition de Suez, il n'y avait qu'un pas, qui a été vite franchi.

L'expédition militaire

Le 29 octobre, à 20 h 30, deux brigades israéliennes attaquent le territoire égyptien dans le sud du Sinaï. Leur avance est foudroyante et le désarroi est complet du côté égyptien où l'on ne s'attendait à rien de semblable.

Dès le lendemain, 30 octobre, la France et l'Angleterre appliquent le plan prévu de connivence avec le gouvernement israélien : pour « séparer les belligérants », elles publient un ultimatum — préparé à l'avance — enjoignant aux forces en présence de se retirer à 16 km de part et d'autre du canal. Mais la ficelle est un peu grosse : dans leur hâte à intervenir, les deux gouvernements n'ont même pas attendu que les troupes israéliennes atteignent la ligne derrière laquelle elles doivent « se retirer » ! Israël accepte évidemment l'ultimatum. L'Egypte le repousse. Dans la nuit, les bombardements de l'aviation franco-britannique clouent au sol l'armée de l'air égyptienne : en vingt-quatre heures, la déroute nassérienne semble totale.

Dans les jours qui suivent, des troupes franco-anglo-israéliennes sont parachutées en Egypte, dans le but d'occuper le terrain le long du canal de Suez. A Port-Saïd, elles se heurtent à la première résistance militaire sérieuse : non pas celle de l'armée égyptienne, mais celle des « milices populaires » levées à la hâte...

Cependant, tandis que les troupes franco-anglo-israéliennes s'en donnent à cœur joie, fortes de leur supériorité militaire, la situation internationale prend un tour que n'avaient pas prévu les stratèges de Londres et de Paris.

La réaction américaine est très violente. Le gouvernement Eisenhower propose dès le 30 octobre au Conseil de sécurité de l'ONU une motion enjoignant à Israël de retirer ses troupes. Et le 5 novembre, l'URSS exige à son tour des gouvernements anglais et français, par un ultimatum, de cesser le feu, faute de quoi les deux pays s'exposeraient à des représailles...

Dès lors, devant la réprobation commune des deux « super-grands », la France et l'Angleterre sont acculées à évacuer leurs troupes. Le cessez-le-feu prend effet dans la nuit du 6 au 7 novembre et les troupes rembarquent piteusement.

Loin d'abattre Nasser, auquel le soutien populaire en Egypte reste largement acquis, les deux pays interventionnistes lui ont donné le prestige d'une petite nation lâchement attaquée, sauvée par la « conscience mondiale » et protégée conjointement par l'URSS et les USA.

dossier

1956:
HONGRIE
SUEZ

1956 : Le tournant



La statue de Staline détruite à Budapest : en intervenant pour la première fois ouvertement contre une insurrection ouvrière, la bureaucratie a déclenché une crise au sein du mouvement stalinien. (AFP)

La Hongrie et Suez, ces deux événements politiques marquants de l'année 1956, ont symbolisé à leur façon ce qu'étaient le stalinisme et la social-démocratie, ces deux courants se réclamant de la classe ouvrière. En l'espace de quelques jours, c'est simultanément que le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont montré leur vrai visage politique.

En assumant la responsabilité de l'expédition de Suez, en s'engageant dans cette opération coloniale qui venait compléter la répression colonialiste menée tambour battant en Algérie, les dirigeants de la SFIO, l'un des deux grands partis de la classe ouvrière française, montraient à nouveau ouvertement qu'ils se mettaient au service et aux ordres de leur impérialisme et étaient prêts à en assumer les tâches les plus odieuses.

De l'autre côté, en se solidarisant entièrement de la bureaucratie russe qui, pour la première fois, réprimait elle-même et directement une insurrection ouvrière — jusqu'à elle en avoir laissé le soin à d'autres —, le PCF montrait que, lui non plus, n'était en rien au service de la classe ouvrière.

Car il est bien significatif que le PCF n'ait pas choisi ce moment-là pour se détacher de l'URSS. Quand, en 1956, les Thorez, Garaudy et autres Marchais ont eu à choisir entre la classe ouvrière — insurgée à Budapest et organisée dans ses Conseils ouvriers — et la bureaucratie stalinienne, c'est pour cette dernière qu'ils ont pris fait et cause. De la manière la plus ignoble qui soit, en traitant de « fascistes » et de « contre-révolutionnaires » des travailleurs qui luttèrent pour la liberté, quitte à affaiblir considérablement l'ensemble du mouvement ouvrier en France.

Pourtant, ce choix de se désolidariser de l'U.R.S.S., les mêmes dirigeants staliniens du PCF le firent quelques années plus tard : quand ils jugèrent que le relâchement — voire l'abandon — des liens avec Moscou leur ouvrirait une chance de réintégrer la société bourgeoise française. Mais à aucun moment, ni en 1956 ni depuis, ce n'est en fonction des intérêts des travailleurs qu'ils firent leurs choix.

Et de ce fait, la classe ouvrière s'est retrouvée en 1956 devant une fausse alternative, dont aucun des termes ne correspondait à ses intérêts : soit suivre la politique du

PS — dénoncer la Hongrie mais laisser faire Suez — et se mettre à la remorque de sa propre bourgeoisie ; soit suivre la politique du PCF — dénoncer Suez mais laisser faire la Hongrie — et se trouver dans le camp de la bureaucratie anti-ouvrière.

Pourtant, il existait un tout autre choix pour les travailleurs, une tout

autre politique. Il était possible, au nom du socialisme qui seul peut satisfaire jusqu'au bout toutes les aspirations démocratiques des travailleurs et des opprimés, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de dénoncer à la fois les exactions des impérialistes à Suez et les crimes de la bureaucratie russe en Hongrie.

Certes, ceux qui l'affirmèrent à l'époque n'étaient pas nombreux. Mais ce sont eux qui avaient raison. Et ce sont leurs idées et leur programme — ceux de l'extrême-gauche trotskyste — qui trouvèrent dans ce début d'éclatement du monolithisme stalinien leur confirmation et des conditions plus favorables de développement.

Quand la politique de l'URSS permet à la droite de relever la tête

A la suite de la seconde intervention des chars russes à Budapest, les prises de position de l'*Humanité* donnèrent lieu à une série de manifestations contre le PCF, ses locaux et ses militants. La droite et l'extrême-droite relevaient la tête.

Le 6 novembre, deux à trois cents jeunes fascistes manifestèrent, encadrés de paras.

Au même moment, alléguant des risques de contre-manifestation, le préfet de Police interdisait une soirée organisée par le Parti Communiste Français au « Vel d'Hiv » pour célébrer le trente-neuvième anniversaire de la Révolution russe.

Mais c'est le 7 novembre que les manifestations contre l'URSS et le Parti

Communiste Français prirent la plus vaste ampleur. Ce jour-là, tous les partis de la droite aux socialistes, appelèrent à un rassemblement à l'Arc de Triomphe, tandis que Force Ouvrière — à laquelle s'était ralliée la CFTC — lançait un ordre de grève de deux heures.

A l'Arc de Triomphe, aux côtés des manifestants d'extrême-droite, se retrouvaient les ministres socialistes Tanguy-Prigent, Max Lejeune, Eugène Thomas. A la suite de ce rassemblement, des groupes d'extrême-droite se rendirent au siège du PCF, carrefour de Châteaudun, où ils mirent le feu aux locaux, frappant les militants qui leur tombaient sous la main. En province aussi, les mêmes incendies et mises à sac. Trois militants du

PCF succombèrent des suites des attaques dont ils furent victimes.

Mais il faut dire que ces manifestations de la droite permirent au PCF de resserrer autour de ses rangs des militants et travailleurs que les événements de Hongrie avaient déboussolés. Aussitôt après les exactions fascistes, le PCF reprenait l'offensive. Il faisait placarder une affiche intitulée « *Ceux-là manifestent pour la Hongrie* », où l'on voyait, vociférants, une pléiade de politiciens réactionnaires, de Bidault à Plevin. Le 8 novembre, les ouvriers du Livre empêchaient la parution des quotidiens bourgeois auxquels ils reprochaient d'être en partie responsables des manifestations anti-PCF. Et le 13 novembre, la CGT appelait à une « journée d'action contre le fascisme ».

Ceux qui furent exclus du Parti Communiste, ou le quittèrent

C'est surtout dans les rangs des intellectuels membres du Parti Communiste ou « compagnons de route » que la répression militaire de l'insurrection hongroise par les chars russes entraîna les protestations les plus spectaculaires et les départs les plus remarquables.

Tout d'abord, Aimé Césaire quitta le PC. Le député communiste de la Martinique, écrivain et poète, démissionna en évoquant publiquement « la joie et l'espoir » que lui apportait la révolte des intellectuels de Budapest. Et, ironie du sort, c'est Roger Garaudy lui-même qui, alors porte-parole de la ligne officielle du PC, fut chargé de lui répondre.

D'autres figures marquantes de l'intelligentsia stalinienne d'alors se firent entendre. Entre autres Vercors, Sartre — alors président de l'association France-URSS et membre de la direction du Mouvement de la Paix. Tous protestèrent publiquement auprès du gouvernement soviétique « contre l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple hongrois », en ajoutant que, « ce faisant, ils déniaient le droit de protester à

ceux qui se sont tus lorsque les Etats-Unis ont étouffé dans le sang la liberté conquise par le Guatemala et à ceux qui applaudissent le coup de Suez ».

Des membres du Parti Communiste — les écrivains Claude Roy, Claude Morgan, Roger Vaillant et J.-F. Rolland — s'associèrent à la protestation de Jean-Paul Sartre et Vercors. J.-F. Rolland fut exclu pour avoir fait paraître aussitôt un article dans l'*Express*.

Roger Vaillant et Claude Morgan furent « blâmés » : le premier se « désintéressa » à la suite de cela de la politique, tandis que le second ne reprit pas sa carte du parti. Quant à Claude Roy, il se fit exclure pour un an de sa cellule d'Issy-les-Moulineaux, à la demande du jeune secrétaire de la fédération Seine-Sud... Georges Marchais.

Peu après le 12 novembre 1956, dix autres personnalités intellectuelles du Parti Communiste Français élevèrent leur voix, parmi lesquelles Pablo Picasso, Edouard Pignon, Henri Wallon, René Zazzo, Hélène Parmelin, Paul Tillard. Ils envoyaient une lettre au Comité central dé-

nonçant le fait que « les interprétations données des événements de Pologne et de Hongrie ont porté à son comble un désarroi dont les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir » et réclamaient la convocation d'un congrès extraordinaire du parti.

C'est encore Roger Garaudy qui leur répondit qu'ils avaient « une conception très particulière sur les sources d'information ».

Du comité de rédaction de la revue *La Nouvelle Critique* furent évincés alors Henri Lefebvre, Annie Kriegel, Leduc, Sebagh, Botigelli, Desanti.

Enfin, Gérard et Anne Philippe, Yves Montand, Simone Signoret quittèrent les organismes du Mouvement de la Paix, tandis que Sartre, accusé par Thorez de « reprendre les vieilles divagations de Trotsky », tournait en dérision ceux qui quittaient le Parti Communiste en silence, sur la pointe des pieds, disant d'eux : « Quand on leur parle du XX^e Congrès, de l'attitude du PCF, ils disent « je suis bouleversé et ils fuient ».

Quand Séguéy parle d'unité syndicale



Pour Marchais l'avenir des mineurs est au fond des mines

Pour Georges Marchais, «le Nord - Pas-de-Calais a de l'avenir», «Nous pouvons regarder l'avenir avec optimisme». Pourquoi ? Parce que «nous avons sous nos pieds, à plus de 1.000 mètres sous terre, plus d'un milliard de tonnes de charbon».

C'est ainsi que parlait Georges Marchais devant plusieurs milliers de personnes venues l'écouter à Lille samedi dernier.

Quand il rappelle que «c'est grâce au Parti Communiste, sous De Gaulle, en 1945, que l'exploitation du charbon a été considérablement développée, grâce à la nationalisation des Houillères», les mineurs, eux, n'ont pas de quoi regarder l'avenir avec optimisme. Car bien des mineurs se souviennent encore qu'à l'époque le Parti Communiste leur disait : «S'il faut que des mineurs meurent à la tâche pour atteindre les objectifs de production, les femmes viendront les remplacer».

Georges Marchais prend donc le relais de Thorez : cette fois, il veut faire descendre les mineurs à plus de 1.000 mètres sous terre pour aller chercher le charbon. Et, explique Georges Marchais, les Houillères nationales «sont capables de mettre au point des techniques pour descendre aussi bas».

Dans son discours, pas un mot sur les Houillères qui assassinent les mineurs dans les accidents, mais aussi à petit feu, par la silicose. De ces Houillères qui ne font plus rien pour assurer un minimum de sécurité, il n'a retenu que ses capacités à trouver du charbon toujours plus bas.

Alors, Marchais a beau parler de la «revalorisation du métier de mineur», en fait, il se moque cyniquement des mineurs. Et avec le Parti Communiste au gouvernement, on risque encore d'entendre les mots d'ordre «Produire d'abord, revendiquer ensuite».

Correspondant local.

En période de crise être chômeur devient suspect !

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vient de créer un corps de cinquante inspecteurs chargés de contrôler les déclarations des chômeurs et de faire des enquêtes policières sur eux.

En pratique, le travail de ces inspecteurs va consister à retirer des moyens de vivre à certains chômeurs.

Il est difficile de savoir si ces inspecteurs feront faire des économies à l'ANPE ou aux ASSEDIC. Avant que soient couverts les frais occasionnés par la création de ces inspecteurs (salaires, charges, etc.), il faudra qu'ils suppriment un grand nombre d'allocations.

En fait, avec ces inspecteurs, l'ANPE veut faire de tout chômeur un suspect.

Non seulement les travailleurs au chômage n'arrivent que difficilement à trouver un emploi, bien souvent après avoir été licenciés, mais en plus on voudrait maintenant qu'ils s'en sentent coupables !

Voilà ce que la société capitaliste réserve aux travailleurs qui font les frais de la crise. Voilà comment elle les considère.

Etre chômeur aujourd'hui, c'est être à la merci de l'administration de l'ANPE et de ses inspecteurs. Il ne faut pas accepter les licenciements. C'est aux patrons de trouver les solutions pour assurer les ressources de ceux qui les ont enrichis.

Claude CHARVET.

La campagne pour la recherche médicale :

il y a plusieurs manières de faire appel à notre bon cœur

Lundi 25 octobre s'est ouverte une campagne en faveur de la recherche médicale. Le thème en est : le combat pour la vie.

Dans les mairies, les bureaux de poste, les caisses d'épargne, les guichets de banque, les pharmacies, les boulangeries, etc., bref, partout où le grand public risque d'être touché, seront proposés des bons à 5 F.

Pourtant, un certain nombre de chercheurs disent que l'objectif de cette campagne dépasse celui de récolter de l'argent. Comme l'écrivait un journaliste du Monde, le docteur Escoffier-Lambiotte, ils veulent «rompre l'isolement de ceux qui se consacrent dans l'ombre à des tâches entre toutes ingrates mais, cependant, entre toutes, fondamentales».

Alors, bien sûr, nous sommes pour soutenir ces chercheurs qui ont besoin de disposer de crédits supplémentaires et

de se sentir soutenus par l'opinion publique. Et tant mieux pour eux si les sommes qui sont recueillies, en faisant appel à la charité publique pour suppléer à la carence de l'Etat, leur réchauffent le cœur.

Il n'empêche que, quant à nous, nous les soutiendrions d'un meilleur cœur s'ils se mettaient à réclamer de la population, non plus qu'elle achète des vignettes à 5 F, mais qu'elle exige du gouvernement qu'il consacre à la recherche médicale les crédits qui lui sont nécessaires — prenant pour cela, par exemple, la part du budget consacré aux dépenses militaires. Et si le gouvernement veut de l'argent pour son budget militaire, qu'il organise des quêtes sur la voie publique ou la vente de bons à 5 F dans les bureaux de tabac, boulangeries, postes, etc.

Sylvie FRIEDMAN.

Interrogé sur Europe 1 dimanche 24 octobre, Georges Séguéy déclarait qu'il était favorable à l'unité syndicale et que, si celle-ci n'était pas à l'ordre du jour immédiatement, elle ferait partie des discussions auxquelles les syndicalistes seraient appelés à participer.

Une telle proposition d'unité a sans doute pour la grande majorité des travailleurs une profonde résonance, à juste titre, car c'est lorsqu'elle est unie que la classe ouvrière est forte et prend conscience de sa force.

Or la classe ouvrière a besoin de s'unir et de se retrouver dans une organisation syndicale commune à tous les travailleurs. C'est possible, car les intérêts des travailleurs sont fondamentalement communs. Mais c'est bien parce que les appareils syndicaux ne définissent pas leur attitude en fonction de l'intérêt des travailleurs que la division syndicale actuelle existe.

FO a affirmé nettement, en réponse à Séguéy, son attachement au pluralisme syndical, c'est-à-dire en fait au maintien de la division syndicale actuelle.

Mais Séguéy est-il pour autant plus soucieux des intérêts des travailleurs et plus honnête, quand il parle de la nécessité pour les travailleurs de trouver le chemin de leur unité ? Pour qu'on le croie, encore faudrait-il que ses discours

ne contredisent pas la réalité de la politique menée par son syndicat et que, dans la CGT notamment, on ne pratique pas la chasse aux sorcières contre les militants qui ont des idées politiques jugées trop à gauche par la direction du syndicat, et que des travailleurs n'en soient pas exclus ou simplement écartés à cause de leurs idées révolutionnaires.

Car ce sont précisément ceux qui ne reconnaissent pas à chaque travailleur le droit de défendre ouvertement ses idées dans le syndicat, même et y compris quand elles ne correspondent pas à celles de la direction syndicale, ce sont ceux-là qui, par leurs exclusives et leur sectarisme, divisent.

Où, l'unité de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts matériels et moraux est nécessaire.

Mais cette unité n'est possible que si la plus grande démocratie règne dans les rangs de la classe ouvrière. Parler d'unité sans que règne cette démocratie, c'est de la démagogie pure, ou alors c'est proposer d'instaurer une unité uniquement entre appareils, une unité qui ne renforce pas nécessairement la classe ouvrière, quand ce n'est pas pour la duper et mener en son nom une politique fondamentalement étrangère à ses intérêts.

Patricia MULLAN.

Sur la piste du gang des égouts

Lutte Ouvrière mène l'enquête

Après trois mois d'enquête et de filature, la police a opéré une gigantesque rafle à Marseille, Nice, Paris, Avignon et Montpellier pour tenter de mettre la main sur le gang des égouts qui avait pillé les coffres des agences de la Société Générale à Nice et dans l'île Saint-Louis à Paris.

Vingt-deux personnes ont été interrogées et arrêtées sans qu'on ait encore trouvé les véritables auteurs du hold-up. Mais faut-il aller bien loin pour découvrir le cerveau qui est à l'origine de toute l'affaire ?

Pour notre part, nous avons trouvé un indice intéressant dans un numéro de Paris-Match daté du 14 juin 1969...

Comment vivre en marge de la Société Générale ?



Prenez une pelle et une pioche, une tampe de poche et creusez un trou dans votre jardin pour y enterrer votre argent. Et puis, persuadez-vous qu'il y est en sécurité.

Ce n'est pas une solution, convenez-en. Alors, ouvrez plutôt un compte à la Société Générale et profitez de ses conseils et de ses services bancaires :

- * comptes de chèques, carte bleue,
- * coffres-forts,
- * placement et gestion de l'épargne,
- * épargne-logement,
- * prêts personnels,
- * professionnels ou immobiliers, etc.

Devenez, vous aussi, un client privilégié de la Société Générale.

Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.

Remarque : nous (S.G.) n'avons pas 1700 guichets au service au Service des Relations Clientèles.

Société Générale

Et dire que ceux qui ont creusé le problème risquent de se retrouver au trou !

La manifestation du 23 à Paris :

JEUDI 21 OCTOBRE

Lille : Compagnie des transports Weesteel : Les 90 conducteurs de bus de la société Weesteel, compagnie qui transporte quotidiennement 1 800 personnes dans la région lilloise, sont en grève depuis une semaine pour des aménagements d'horaires et une augmentation de salaires.

Paris : Caisse d'épargne : Le mouvement de grève déclenché le 6 octobre, pour protester contre la suppression ou la diminution de la prime de fin d'année, se poursuit. Une journée nationale de grève a été déclenchée dans toutes les Caisses d'épargne.

VENDREDI 22 OCTOBRE

La Rochelle : Etablissements Dufour : Une centaine d'employés, sur les quatre cents que comptent les établissements Dufour (fabrique de voiliers), ont cessé jeudi matin le travail afin d'obtenir une augmentation de salaires.

Clermont-Ferrand : Imprimerie Montlouis : La grève déclenchée le 14 octobre par les 500 ouvriers se poursuit. L'imprimerie est occupée. Les grévistes se battent contre une réduction des salaires de près de 300 F par mois, consécutive à une réduction d'horaires.

Port du Havre : Depuis le 20 octobre, suite à l'échouage dans le port du Havre-Antifer d'un pétrolier libérien, lors de la tempête qui a soufflé la semaine dernière, la CGT a organisé un boycott des navires battant des pavillons de complaisance (panaméen, chypriote ou libérien). Huit navires ont été boycottés.

Nantes : coopérative de répartition de produits pharmaceutiques : Les 450 salariés se sont mis en grève à la suite de l'échec des négociations sur les salaires.

LUNDI 25 OCTOBRE

Paris : siège social des chaussures André : Depuis le 18 octobre, la moitié des 200 employés sont en grève et occupent les locaux du siège social. Ils revendiquent une augmentation de 300 F pour tous et un salaire minimum de 2 000 F.

MARDI 26 OCTOBRE

Paris : Wimpy Ellysée : Le personnel du restaurant est en grève depuis le 13 octobre pour 2 000 F de salaire minimum, deux jours de repos consécutifs par semaine, 40 heures de travail effectif, ainsi que le respect du droit syndical et la réintégration d'un délégué CGT licencié.

Besançon : succursale Renault : L'atelier de la succursale, occupé depuis le 5 octobre par une cinquantaine de grévistes, a été évacué mardi matin par la police. La grève se poursuit pour l'application du droit syndical, le fonctionnement du Comité d'entreprise et les horaires de travail.

Paris : Caisse d'épargne : Le mouvement a été reconduit par 780 voix contre 12.



Des jeunes dans la rue contre le chômage

Depuis le mois de juillet, la CGT et la CFDT avaient prévu d'organiser une manifestation de la jeunesse contre le chômage. Manifestation à l'image de celle du 4 octobre 1975, qui avait rassemblé à Paris des dizaines de milliers de jeunes venus des quatre coins de France.

Cette année, de 6 000 à 7 000 personnes ont participé au rassemblement.

Samedi, vers la fin de la matinée, plusieurs voitures estafettes et camions décorés amènent le matériel. Des stands et un podium sont installés. Jusqu'à 16 heures une ambiance bon enfant, avec casse-croûte, boisson et musique, règne sur la moitié de la place de la République. Des groupes de discussion se forment autour des vendeurs de la presse d'extrême-gauche et en particulier du stand Ceux du Technique, l'organisation révolutionnaire des collégiens créée en 1974 à notre initiative. Ces discussions sur l'union de la gauche et les idées révolutionnaires sont passionnées mais fraternelles.

Vers 15 heures, Séguy, Maire et Henry, le responsable de la FEN, prennent la parole, se contentant de dénoncer le chômage, sans donner aucune perspective que de bien voter en 1978. Séguy n'oublie pas de dire aux jeunes de s'inscrire sur les listes électorales sans retard. La manifestation qui démarre vers 16 heures se termine à 17 heures à l'Opéra.

Bien moins de jeunes ont répondu présent pour la manifestation du 23 octobre que pour celle de l'année précédente. La diminution du nombre ne s'explique pas seulement par le caractère uniquement parisien de la manifestation. L'ensemble du cortège, où les jeunes étaient loin d'être la majorité, n'était d'ailleurs guère dynamique. Il faut dire que, vu les perspectives offertes par les organisations syndicales, manifester une fois par an contre le chômage et bien voter en 1978 ne doit pas contribuer à les mobiliser. D'autant que la lutte contre le chômage ne pourra être menée efficacement que par une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, chômeurs ou pas, et avec comme objectif LA

REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS SANS DIMINUTION DE SALAIRE. Et même si le 23 octobre a permis d'exprimer leur mécontentement à un certain nombre de jeunes, la lutte contre le chômage, cette plaie du système capitaliste, reste à organiser et à mener.

Pierre VILMA.

Le 23 à Nantes

Beaucoup de monde et d'ambiance samedi à Nantes, où les manifestants étaient venus des quatre coins de la Bretagne, de la Vendée et du Mans, manifester contre le chômage et pour « vivre au pays ». Les cortèges de la CGT et de la CFDT étaient de force à peu près égale, et la JOC regroupait un nombre important de jeunes dynamiques.

À la CFDT, le mot d'ordre était « Union, action, autogestion » et quelques sections reprenaient « Union, action, n'attendons pas les élections ». Pour la CGT, tout tournait autour du Programme commun.

Malgré l'ambiance décontractée de l'ensemble de la manif, quelques incidents ont eu lieu entre les révolutionnaires et des « syndicalistes » en mal de bagarre. Au début de la manifestation, c'est aux vendeurs de Rouge qu'ils s'en sont pris. Et au milieu du cortège, le groupe de la CGT Renault-Le Mans, qui scandait avec un bel ensemble « Union, action, Programme commun », a arraché leurs journaux à trois militantes de Lutte Ouvrière qui les proposaient sur le parcours de la manif. Histoire, sans doute, d'illustrer concrètement ce que le Programme commun entendait par liberté...

Correspondant L.O.

LA LUTTE A PAYE

Six camarades intérimaires, dont un à Blagnac travaillant à l'atelier de peinture, se sont vu signifier, par télégramme de la direction, leur fin de mission le 8 octobre.

En clair, la direction les licenciait purement et simplement pour fait de grève. Face à ce coup bas, notamment à l'atelier de peinture, dès le 8 au matin, notre détermination et notre volonté de faire échec à cette mesure scandaleuse ont été spontanées. Des pétitions exigeant la

suspension immédiate des licenciements ont recueilli 150 signatures. Un débrayage massif nous a permis d'aller dire au chef du département ce que nous pensions.

En début d'après-midi, la direction revenait sur sa décision : notre camarade ainsi que les cinq autres étaient réintégrés. La lutte a payé et M. Pierson, nouvellement promu, a appris à ses dépens que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Extrait du bulletin LO de la SNIA-Blagnac près de Toulouse.

UIE DE SAINT-WANDRILLE

GRÈVES EN SÉRIE

Le chantier de l'UIE de Saint-Wandrille, spécialisé dans les constructions métalliques (appelés modules) pour la recherche et l'exploitation du pétrole en mer, doit fermer ses portes. Il emploie 1 100 travailleurs, dont 550 titulaires de l'UIE et le reste de sociétés sous-traitantes : des sociétés intérimaires, comme la CRS (Contact Régie Service), filiale régionale de l'ATCO qui emploie environ 130 ouvriers, ou Trindel avec une trentaine d'employés; des entreprises extérieures, comme Bouillon, spécialisée dans la peinture (45 ouvriers), ou la CONSIP, spécialisée dans la chaudronnerie, avec 80 employés, etc.

La direction de l'UIE n'a pas annoncé tout de suite son projet.

Mais le 5 octobre, elle ne renouvelait pas le contrat des travailleurs de la CRS. A partir de ce moment, les événements vont se précipiter.

Le mardi 12 octobre, les travailleurs de la CRS se mettent en grève avec occupation. Le soir même, la direction leur accorde une prime de 400 F, plus 100 F par mois pour les plus anciens, et achète ainsi leur reprise du travail, avec l'aide des délégués CGT.

Le lendemain, les travailleurs de l'UIE, qui veulent savoir quel sera

leur sort, décident, à l'appel de la CGT, d'empêcher le chargement des modules. Ils ne font pas grève mais font des piquets par roulement d'une heure, à une dizaine, près de l'embarcadere. La direction leur annonce le soir sa décision de fermer totalement au début de 1977. Ils continuent donc leur action.

Mais un événement scandaleux va précipiter à son tour l'entreprise Bouillon dans la lutte. Le jeudi 14, un travailleur émigré délégué se fait sauvagement agressé par le conducteur de travaux, qui le bascule par-dessus la balustrade et le roue de coups. Le délégué est transporté à l'hôpital.

Ses camarades, nord-africains en majorité, ripostent en occupant le chantier. Il sera totalement paralysé durant tout le week-end. Le lundi matin, les cadres essaient de rentrer en force. Mais les grévistes, aidés par le reste du personnel, les en empêchent. Leur détermination fera reculer la direction : elle lâche une prime de 200 F, une prime de fin d'année de 1 500 F, 6 % d'augmentation; le paiement des jours de grève et la prime de transport passe de 25 à 35 F. Ils sont satisfaits et reprennent le travail. Mais leur place aux piquets de grève est aussitôt prise, au chantier, par les travailleurs de la CONSIP,

qui se lancent à leur tour dans l'action.

En effet ces derniers veulent être assurés que toutes leurs heures chômées leur seront payées intégralement. La direction à chaud leur donne immédiatement satisfaction. Malheureusement, quand les travailleurs de Trindel exigeront la même chose quelques jours plus tard, ils se verront licenciés sur le champ.

Ce que les travailleurs ont obtenu, ils le doivent uniquement à leur combativité et leur détermination. Mais, finalement, chacun s'est battu seul dans son coin. Et à aucun moment les dirigeants de la CGT n'ont cherché à unifier le mouvement en proposant des revendications communes à tous. Pourtant c'était le seul moyen d'être forts, de ne pas rester isolés face à la direction. Les travailleurs de Trindel en ont fait l'amère expérience.

Maintenant le problème des licenciements reste entier. Les ouvriers de l'UIE, les 550 restants menacés, continuent d'empêcher l'embarquement des modules car ils ne sont pas décidés à se laisser mettre à la porte sans rien dire. La direction n'est pas au bout de ses peines !

Correspondant L.O.

**CHR Bretonneau
(Tours)**

La CFDT au tribunal

Mercrèdi 20 octobre, le Conseil syndical de la CFDT était assigné au tribunal, à la suite d'une plainte en diffamation engagée par une surveillante de l'hôpital. Cette surveillante s'est, paraît-il, sentie diffamée par un tract de la CFDT, distribué à la suite des menaces de sanctions contre une camarade de la CFDT, sanctions demandées par cette surveillante et qui se sont soldées depuis par la mise à pied de cette camarade pour 15 jours. La surveillante ne demande pas moins, pour indemniser sa renommée, que... 1 million (ancien, quand même) de dommages-intérêts. Mais elle n'est pas encore arrivée à ses fins. Une première plainte, déposée par la direction, avait été classée sans suite par la justice cet été. Et pour cette fois, l'avocate a obtenu le renvoi de l'affaire au 17 novembre, pour pouvoir disposer du procès-verbal du premier jugement. De plus, nous ne sommes pas disposés à laisser passer la répression sans réagir et nous étions une centaine à manifester lors du procès. Rendez-vous le 17 novembre !

Correspondant L.O.

Communiqué :

CARON OZANNE : maintien de l'emploi, levée des inculpations

Dans une situation de chômage endémique, les ouvriers de l'imprimerie Caron Ozanne ont été eux aussi touchés par les licenciements.

Depuis seize mois, ils se battent pour le maintien de leur emploi. Ils se battent, comme l'ont fait et le font les travailleurs du Livre (quatorze imprimeries occupées) et des autres secteurs (deux cent cinquante entreprises occupées).

Il y a 12.000 chômeurs dans le Calvados. A qui fera-t-on croire que le droit au travail est un droit élémentaire et fondamental, quand le pouvoir et le patronat ne pardonnent pas aux travailleurs de Caron Ozanne leur lutte pour recouvrer ce droit ?

Après le licenciement arbitraire d'un délégué syndical FFTL-CGT à Alençon, après les condamnations de tra-

vailleurs du **Parisien Libéré**, après l'évacuation par la police des travailleurs de Caron Ozanne et de l'IMRO, pouvoir et patronat continuent l'escalade de la répression. Aujourd'hui, se battre pour le droit au travail est un crime : neuf travailleurs de Caron Ozanne sont inculpés !

Nous appelons toutes les organisations syndicales et politiques qui nous soutiennent à redoubler leur solidarité dans notre lutte pour la satisfaction de nos revendications : 180 EMPLOIS A CARON OZANNE ! LEVEE DES INCULPATIONS !

Section de Caen
Fédération Française
des Travailleurs du Livre CGT
Section du Livre CFDT de Caen

Pas de mutation

sans volontariat

Vendredi à 11 heures, les travailleurs de l'Usinage mécanique débrayaient.

La prétention de muter arbitrairement un travailleur de l'Usinage à la Peinture déclenchait le mécontentement. La quasi-totalité de l'atelier arrêta le travail, exigeant que les responsables locaux viennent s'expliquer. Le travail n'a pas repris de la journée et, lundi matin, l'ensemble des travailleurs de l'Usinage s'est rendu à nouveau au bâtiment H pour rencontrer MM. Régnaud et Perducet.

La direction a fait machine arrière, déclarant que pour l'instant c'était le « statu quo » et qu'il n'y avait pas de mutation, à moins qu'elle ne soit au volontariat.

Mais il est aussi question, dans le nouveau budget, de réduction d'effectifs. La direction l'a laissé entendre, mais elle refuse pour l'instant d'en dire plus. Rien n'est décidé, selon elle.

Mais, quelle que soit sa décision, elle doit nous garantir notre salaire et pas de mutation sans volontariat.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Compteurs de Montrouge.

A quand

les barricades

La semaine dernière, une quinzaine d'ouvriers en grève sont venus devant les grilles de la direction.

A croire que celle-ci n'a pas oublié la visite des grévistes dans ses locaux, au printemps dernier.

Il ne lui a fallu que quelques minutes pour protéger ses meubles et grouper ses gros bras et leur grand chef.

De suite, les grilles furent fermées, la « belle maison blanche » était pratiquement mise sous cadenas.

Il n'y manquait plus que les barricades !

Que d'émotions et de nuits blanches ces « messieurs » ont dû passer depuis avril 1976 pour avoir le réflexe aussi prompt !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire employés.

WATERGATE

AUX ASSURANCES

LE MONDE (Paris 9°)

A la compagnie d'assurances Le Monde, la direction espionne les conversations téléphoniques du personnel. Oh, pas en demandant aux standardistes d'écouter (c'est vieux jeu cela) mais en mettant en place une machine ultra-moderne qui déchiffre et imprime le numéro du correspondant, la durée de la communication et même sa nature, personnelle ou professionnelle. (C'est la direction elle-même qui a avoué que de telles machines pouvaient déterminer la nature de la communication, selon les intonations des voix captées !)

Du roman tout cela ? Certainement pas. Aux syndicats qui lui demandaient des comptes, un représentant de la direction a reconnu le procédé, justifiant la décision par la nécessité de « moraliser » l'usage du téléphone. En clair : de le rentabiliser par la réduction du nombre et de la durée des communications.

Mais apparemment, ces gens ne sont pas sûrs de la légalité et encore moins de la popularité de leur gadget puisque, l'après-midi du jour où un tract de la CFDT dénonçant la situation a été distribué, la machine était reprogrammée et se contente maintenant de mesurer le volume du trafic des lignes selon l'horaire.

Correspondant L.O.

La direction fédérale désavouée... mais pas remplacée

Le 33^e congrès de la fédération CFDT des cheminots s'est tenu du 12 au 15 octobre à La Grande-Motte, près de Montpellier.

Le bureau fédéral sortant a confirmé dans ses textes l'orientation générale de la CFDT, telle qu'elle a été définie lors du der-

nier congrès confédéral. Il a notamment rappelé sa volonté de poursuivre la politique contractuelle et confirmé la condamnation des Comités de grève : « Il ne peut être admis que des Comités irresponsables impulsent seuls l'action, tandis que le syn-

dicat demeure simplement chargé de négocier ».

Le congrès a été extrêmement houleux. La majorité des délégués ont fait entendre leur opposition au bureau fédéral sortant. La conduite des grèves de mars dernier et la façon dont la fédération a fait reprendre ont été vivement critiquées. Le congrès a refusé son quitus au bureau sortant. Lors de l'élection du conseil fédéral, la direction sortante a été systématiquement rayée, de sorte qu'il a fallu interrompre le congrès pendant quatre heures pour permettre à trois dirigeants sortants non élus de reprendre leur place en faisant démissionner trois élus.

Mais l'opposition n'a présenté aucun caractère organisé.

Aucune autre équipe ne s'est proposée face au bureau fédéral sortant. Celui-ci est donc maintenu pour les trois ans à venir, bien que sa politique soit ouvertement désavouée par la majorité des adhérents.

Correspondant L.O.

Qui dirige la fédération des cheminots CFDT

Sur trente-cinq membres du Conseil fédéral cheminots élus lors du dernier congrès, dix-huit, soit la moitié, appartiennent à la maîtrise et cadres. Au niveau de l'organisme directeur (bureau fédéral), le pourcentage des maîtrises et cadres est encore plus élevé : onze sur dix-sept. Enfin, à la tête de la fédération (comme dans

n'importe quel service SNCF), c'est « le plus ancien dans le grade le plus élevé qui dirige » (jargon SNCF) puisqu'au poste de secrétaire général de la fédération se trouve Gilbert Billon, cadre au grade C3D, le plus élevé dans la grille hiérarchique (grille dans laquelle toutefois ne figurent pas les hauts fonctionnaires SNCF).

SEV-MARCHAL (Issy les Moulineaux)

Elections : la CGT paie pour son attitude anti-démocratique

Les élections de délégués du personnel qui ont eu lieu le jeudi 21 octobre ont montré un net recul de la CGT au profit de la CFDT dans le collège ouvriers-employés. La CGT recule de 64 pour cent à 54 % des voix, alors que la CFDT passe de 36 % à 46 %.

Ce recul n'est pas un hasard. L'année dernière, avant les élections, les militants du Parti Communiste de la CGT avaient évincé deux révolutionnaires des listes du deuxième collège, malgré l'avis de la majorité des syndiqués, et avaient organisé une campagne de rayures afin d'évincer un autre militant révolutionnaire, du premier collège, qu'ils n'avaient pas osé éliminer ouvertement.

Ensuite, la CGT a normalisé. La nouvelle direction a supprimé toutes les structures de la section syndicale, qui permettaient une vie syndicale relativement démocratique et auxquelles participaient de nombreux travailleurs : la Commission exécutive, la Commission jeunes, les réunions de secteur, les réunions régulières de syndiqués. Ils craignaient sans doute la contestation.

Ainsi, la CFDT a eu beau jeu d'exploiter d'une manière démagogique le comportement bureau-

cratique de la CGT, en expliquant aux travailleurs que, pour la CGT, les manœuvres politiques primaient sur la défense des intérêts des travailleurs.

Quand les dirigeants de la CGT ont écarté ou exclu des militants

de Lutte Ouvrière et de Combat Communiste, ils ont déclaré qu'ils préféreraient un syndicat « plus petit mais sain... ».

Aujourd'hui, la CGT paie les fruits de sa politique.

Correspondant L.O.



EGEDUR (Montreuil-Juigne)

Un patron qui n'a pas peur de la politique

La veille de l'émission de télévision Mitterrand face aux patrons, la direction de Cégédur a fait afficher une note de service invitant le personnel à regarder ce débat.

Cégédur fait partie du trust Pé-

chiney. Et Philippe Thomas, PDG de ce trust, participait au débat. La direction pensait qu'il n'était pas négligeable de nous faire entendre notre propre « grand directeur » vanter la libre concurrence ou prétendre que la

société s'écroulerait sans lui ou un de ses semblables.

En tout cas, nous prenons note. Et maintenant, c'est à nous d'imposer le droit pour tous de faire de la politique à l'usine.

La SNCF a tué une nouvelle fois

Un cheminot a trouvé une mort horrible le 9 octobre au Triage Sud de Vierzon. Il se trouvait entre deux voitures voyageurs qu'il dételait, quand le mécanicien, qui ignorait sa présence, a fait reculer la rame. Notre camarade est mort écrasé sous les roues du train.

Dans ce cas précis, il aurait peut-être suffi que notre camarade soit équipé d'un poste de radio pour éviter cet accident. Mais même cela, il ne l'avait pas. Sans doute, la SNCF trouve cela trop coûteux : ce sont ses économies sordides qui ont une nouvelle fois coûté la vie à un travailleur.

Mais non contente d'être criminelle, la direction donne en plus dans le cynisme. Elle a publié une note sur les victimes de cet accident et de celui qui, le 7 septembre, a coûté la vie à un agent du triage

de Saint-Pierre. Et elle conclut en nous exhortant à « penser à nos camarades, penser à notre sécurité ».

Elle brandit comme d'habitude son règlement de sécurité pour se dédouaner. Mais elle se garde bien de parler des effectifs insuffisants ou du manque de matériel, qui nous obligent à prendre des risques pour que les trains partent à l'heure.

L'hypocrisie est d'ailleurs de courte durée car, s'il a affirmé le jour de l'accident que peu importait le retard des trains, pourvu qu'on évite les accidents, le chef du triage a convoqué quelques jours plus tard un chef de sécurité pour s'inquiéter de la baisse de rentabilité du triage !

Criminel, cynique et hypocrite, voilà le vrai visage de la direction SNCF.

Correspondant L.O.

RNUR-DRDA (centre technique Renault-Rueil)

MORT AU TRAVAIL

Lundi 18 octobre, sur un chantier de l'Arsenal où la Régie fait construire de nouveaux bâtiments, un électricien de 24 ans est mort après une chute de huit mètres. Avec d'autres camarades, il tractait un câble de forte section sur une poutre, sans aucune sécurité : ni câble pour accrocher les harnais, ni filet de protection.

Aussitôt la nouvelle connue, l'ingénieur sécurité de la DRDA déclarait que le chantier était « clos » et « qu'il regrettait de n'avoir ni droits ni pouvoirs pour intervenir ».

Un tel cynisme est révol-

tant ! Pour la direction, il peut se passer n'importe quoi derrière ces palissades. Elle, elle garde l'esprit tranquille : même si des travailleurs se tuent sur un chantier dont elle est le maître d'œuvre.

Chantier clos ! Mais, pour faire respecter les délais, la direction sait bien intervenir et prendre des décisions. Elle a fait signer aux entreprises de construction un cahier des charges avec les consignes de sécurité. En ne le faisant pas respecter, elle est donc, elle, aussi responsable, chantier clos ou pas.

REHAULT (Fougères)

Journée « portes ouvertes » :

UNE RÉUSSITE !

En lutte depuis huit mois, les travailleurs attendent toujours une solution d'emploi de la part des pouvoirs publics et des patrons. Depuis un mois, ils ont décidé de reprendre la production, à leur compte. A travers cette initiative, ils veulent démontrer non seulement leur volonté de travailler mais aussi leur capacité à produire sans patron ni chefs.

Pour populariser cette action, ils invitaient la population fougéroise et régionale à visiter l'usine, le samedi 16, et à suivre les différentes étapes de fabrication des chaussures. Les chaussures produites sous les yeux des visiteurs étaient proposées à la vente.

La journée connut un vif succès. Trois à quatre mille visiteurs se sont intéressés à la lutte, à la production, à l'avenir des travailleurs de Réhault. La production

dans le cadre de la lutte, c'est une arme, un moyen que les travailleurs doivent employer et développer ; c'est une réponse à l'arrogance des patrons.

Les patrons, eux, sont gênés par cette forme d'action. Ils ont peur, eux qui se sentent et se veulent indispensables, que les travailleurs de leurs entreprises se rendent compte à leur tour que tout marcherait mieux s'ils n'existaient pas. N'a-t-on pas vu à la journée « portes ouvertes » des espions patronaux, venus incognito, se rendre compte de la popularité de la lutte, et peut-être bien aussi des moyens mis en œuvre pour la production. Il y a gros à parier que les comptes rendus faits aux patrons empêcheront ceux-ci de dormir tranquilles !

Correspondant L.O.

Dossiers de l'écran :

La délinquance des jeunes. Ce sont les jeunes que l'on accuse mais c'est la société qui se condamne

Les Dossiers de l'écran avaient sélectionné un excellent film pour introduire la discussion sur « La délinquance des jeunes ». Les cœurs verts d'Edouard Luntz fut tourné par des jeunes faisant partie d'une bande et vivant des situations semblables à celles du film, qui se déroule dans une grande cité de Nanterre. La description de la vie de tous ces jeunes, issus de milieux populaires, où l'argent manque et où le temps et les moyens manquent également aux parents pour s'occuper d'eux, est menée sans grands discours. Mais les images suffisent pour démontrer de quel poids la société pèse sur la vie de ces jeunes, dans quelle solitude et dénuement moral elle les rejette et combien l'avenir qu'elle leur réserve, le travail en usine ou sur les chantiers, n'a rien qui puisse les enthousiasmer.

Au débat qui s'engageait ensuite participaient plusieurs jeunes ayant fait de la prison pour des vols ou des agressions, certains encore en « éducation surveillée », d'autres qui « s'en étaient sortis ». Participaient également un éducateur d'éducation surveillée, un juge d'enfants de Marseille, le sénateur-maire de Cachan, un représentant du ministère de la Justice. Et ce furent les jeunes de 17, 18 ou 20 ans qui parlèrent tout d'abord. Travailler ? Quand on est mineur, « c'est très dur » de trouver du



travail, surtout dans la période actuelle. Quand on en trouve : « J'ai travaillé comme plongeur à Avignon pour 1.000 F par mois pour 12 heures par jour », racontait un autre. Et Serge Soto, éducateur, citait le cas d'un jeune pour lequel il avait trouvé une place d'apprenti-plombier, payée 50 F par quinzaine ! Il dénonçait les problèmes d'emploi, de logement, de conditions de vie qui sont celles des jeunes et sur lesquels les éducateurs n'ont aucune prise, aucun moyen d'intervention. Face au racisme anti-jeunes, à leur surexploitation pour des salaires misérables, au vide

moral, au manque d'argent, à la sélection scolaire et à la prison, qui oblitère à peu près définitivement l'avenir de ceux que l'on envoie purger 18 mois pour un vol de vélomoteur, la responsabilité de cette société est criante et révoltante. Comme sont révoltants et scandaleux les propos odieux d'un téléspectateur revendiquant les travaux forcés pour les jeunes récalcitrants ou ceux du sénateur-maire de Cachan préconisant pour tout remède le renforcement des effectifs policiers et la multiplication des rondes.

Lucienne PLAIN.

HISTOIRE

D'UNE RÉVOLTE

d'après la pièce de Lope de Vega
(Fuente Ovejuna)

Cette pièce s'inspire de l'œuvre de Lope de Vega, auteur espagnol de la fin du XVI^e siècle. Elle raconte l'histoire d'une révolte paysanne qui s'est passée en 1476. Dans la pièce initiale, les paysans qui se libèrent de leur seigneur se placent sous l'autorité du roi, qui joue le rôle d'arbitre contre la toute-puissance des seigneurs.

La compagnie « Le Chemin » ne reprend pas cette conclusion, mais montre au contraire que les paysans ne se sont dégagés d'une soumission que pour retomber dans une autre, que le roi n'est ni plus juste ni meilleur que les seigneurs. Elle s'en explique à l'avance. Le présentateur annonce : « **Demain, les rois peuvent changer, ils agiront toujours au nom de leur ordre suprême, de leur justice inique** ».

La pièce commence par un prologue. Le public est censé représenter les gens rassemblés dans une petite ville espagnole, le jour de la fête locale. Les acteurs figurent une troupe de villageois qui, traditionnellement, donnent la représentation de la fameuse révolte qui a eu lieu cinq siècles auparavant. Le public est pris à témoin, invité à partager les joies, les colères des paysans.

La pièce débute avec la fête : chants, musique, joie

et, par tableaux successifs, nous retrace l'histoire de la révolte. Les paysans sont sous le joug d'un grand commandeur qui les accable d'impôts, viole leurs femmes, les méprise.

Le village, au début soumis, prend peu à peu conscience, n'accepte plus les injustices. Les femmes jouent un grand rôle dans la révolte. Et après une dernière exaction du commandeur, tout le village va le tuer.

Les habitants se tournent alors vers le roi, espérant qu'ils trouveront enfin la justice. Or le roi est du côté du commandeur, partisan de l'ordre établi. Les paysans n'ont rien gagné au change. La pièce se termine par cette phrase : « **Un Etat qui, pour régner, utilise la répression, le meurtre, le brigandage, est un Etat qui doit disparaître** ».

Intéressante par le récit, cette pièce est aussi une fête, une explosion de joie, de musique, de simplicité, qui emporte la sympathie du public.

Elle ne se joue que jusqu'au 14 novembre. Dépêchez-vous d'aller la voir !

Laurence VINON.

Théâtre de la Plaine (Porte de Versailles) - Places : 20 F - Groupes : 12 F.

sélection

Samedi 30 octobre

**ANTENNE 2 - 13 h 45 - L'au-
be des hommes : le maître in-
connu.** A partir des objets
préhistoriques retrouvés en
France, une évocation de la
façon dont les premiers hom-
mes chassaient.

**ANTENNE 2 - 20 h 30 - L'as-
sassinat de Concino Concini.**
Première dramatique d'une sé-
rie de quatre. Dans le Paris du
début du XVII^e siècle, un gen-
tilhomme enquête sur l'assas-
sinat d'Henri IV, dont Concini
aurait été l'instigateur.

Dimanche 31 octobre

**FR3 - 17 h 50 - 4^e émission
Méditerranée : histoire.** Les
grands conflits de l'Antiquité
pour s'assurer la maîtrise de
cette mer.

**TF1 - 19 h 15 - Les animaux
du monde.** Dans un désert du
nord du Mexique, des cactées
extraordinaires : **Les sagua-
ros.**

**TF1 - 22 h - L'événement :
Les Etats-Unis avant les élec-
tions.** L'émission présente la
petite ville de Peyton Place.

**FR3 - 22 h 30 - Film : Vers sa
destinée,** de John Ford, avec
Henry Fonda dans le rôle
d'Abraham Lincoln, dont est

ici racontée la vie, depuis sa
naissance jusqu'à son élec-
tion à la présidence des
Etats-Unis.

Lundi 1^{er} novembre

TF1 - 11 h 40 - Concert : de
jeunes lauréats de concours
musicaux interprètent des
œuvres de Mozart, Beetho-
ven, Rachmaninoff.

**ANTENNE 2 - 15 h 50 - Les
grands chefs d'orchestre :
Karl Boehm.** Un film docu-
mentaire sur la carrière de ce
chef d'orchestre contempo-
rain.

**TF1 - 16 h 20 - Documentai-
re : Le monde des animaux
sauvages,** d'E. Schumacher.

**ANTENNE 2 - 17 h 05 - Film :
Invitation à la danse,** avec
pour auteur, réalisateur et
chorégraphe Gene Kelly. Trois
sketches par le spécialiste de
la comédie musicale améri-
caine.

**TF1 - 20 h 30 - Film : Jules
et Jim,** un bon film de F. Truf-
faut, avec Jeanne Moreau.
Une comédie sentimentale et,
finalement, dramatique.

**FR3 - 20 h 30 - Film : Sierra
torride,** de Don Siegel, avec
Shirley Mac Laine et Clint
Eastwood. Western.

TF1 - 22 h 10 - Histoire des

gens : **Mourir autrefois.** Cette
émission de Pierre Dumayet
évoque la façon dont était vé-
cue la mort dans les siècles
passés et comment elle l'est
à notre époque.

Mardi 2 novembre

**ANTENNE 2 - 18 h - Fenêtre
sur... Pourquoi la terre.** Albert
Ducrocq propose cette se-
maine une émission sur le su-
jet « **Comment la terre est
née** ».

**FR3 - 20 h 30 - Film : Tarzan
s'évade,** de Richard Thorpe.
Un film d'aventures, à ne pas
prendre du tout au sérieux.

**ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les
Dossiers de l'écran** débiteront
par un documentaire en trois
parties : **Une journée à la
Maison-Blanche, portrait d'un
président américain.** La vision
qu'un enfant américain se fait
de la présidence des USA.

Ensuite, ce sera la projection
du film **Votez Mc Kay**, avec
R. Redford, de Michel Ritchie.
Ce film, à travers une campa-
gne électorale américaine pas
si imaginaire qu'il y paraît, se
propose de démonter les
rouages de « l'énorme machi-
ne à faire voter », mise en
route par les supporters des
candidats. Un débat suivra

jusqu'à 0 h 30.

**TF1 - 21 h 25 - Ces années-
là... en 1969.** Toujours de Mi-
chel Droit. Les commentaires
d'un homme de droite sur les
événements de cette année :
la guerre du Biafra, l'élimina-
tion de Dubcek en Tchéco-
slovaquie, etc.

Mercredi

3 novembre

**TF1 - 20 h 30 - Film TV : Ce-
lui qui ne te ressemble pas,**
de Georges Régner. Le com-
portement des habitants d'un
village d'Auvergne à l'encon-
tre de quelques familles de
Gitans.

Jeudi 4 novembre

**ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film
TV : Le gentleman des Anti-
podes,** de Pierre Véry. Une
histoire fantastique et horri-
ble.

**TF1 - 21 h 20 - Théâtre : La
commère,** de Marivaux. Mise
en scène de Jean-Paul Rous-
sillon. L'argent d'une riche
bourgeoise a bien des pou-
voirs...

Vendredi

5 novembre

FR3 - 20 h 30 - Vendredi. Mau-

rice Cazeneuve propose « **Faits
divers : le prix de la mort** ».

Philippe Madelin a mené l'en-
quête auprès des organisa-
tions de pompes funèbres.

**FR3 - 21 h 30 - Méditerranée :
migrations.** Le peuplement
compliqué des rivages médi-
téranéens au fil des siècles.

**ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apo-
strophes : Les stars.** Simone
Signoret, J.-F. Josselin et J.-
P. Aumont parlent de leur car-
rière, que chacun a relatée
dans un récit autobiographi-
que.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Film :

Charlie Bubbles, de A. Finney.
Celui qui incarne Tom Jones
propose ici une comédie psy-
chologique.

**Dimanche
7 novembre**
**TF1 - 20 h 30 - Film : La veu-
ve Couderc,** de Granier-Defer-
re, avec A. Delon et S. Signo-
ret.
**FR3 - 22 h 30 - Film : Viva
Villa,** de Jack Conway et R.
Hawks. L'histoire de Pancho
Villa qui dirigea, avec Emilia-
no Zapata, la révolution
paysanne au Mexique en
1911. Un film à ne pas man-
quer.

L'AFFAIRE MIRVAL

ou comment le récit abolit le crime

Ce petit livre retrace l'affaire Mirval, qui s'est passée en 1974. Patrick Mirval, Antillais, était en détention préventive à Fleury-Mérogis pour un petit délit. Pour insolence envers un gardien, il est condamné à quatre jours de « mitard » ou cachot. Vivant en partant au mitard, il ressort mort de l'ascenseur.

La première version officielle est celle du suicide, puis d'une maladie de cœur. L'affaire paraît claire et tout laisse penser que le jeune Antillais est mort des suites d'un passage à tabac des geôliers pendant le transfert.

Pourtant, le temps jouant pour eux, l'administration pénitentiaire et le gouvernement arrivent à enterrer l'affaire.

Ce livre s'attache précisément à montrer comment la justice est

arrivée à ses fins. Il analyse minutieusement tous les récits, les expertises et contre-expertises, les complicités des médecins-experts, etc., jusqu'à la version officielle, achevée.

La minutie de l'auteur rend parfois la lecture un peu difficile. Mais ce livre a le mérite de mettre à nu les rouages de la justice, de montrer comment l'administration pénitentiaire a pu se sortir d'une affaire au départ très compromettante pour elle, et de quelles complicités elle a bénéficié.

Laurence VINON.

L'affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime, de Bernard Cuau - Coll. les Presses d'aujourd'hui « La France sauvage » - 19 francs.

Machines à dormir

de Marie-France MOULIN

Machines à dormir est un petit livre percutant qui traite des conditions de vie actuelles des travailleurs immigrés vivant en France, dans les foyers. Indiquant toujours ses sources et s'appuyant sur des faits reconnus, des chiffres publiés, des discours de ministres et des textes de loi bien officiels, l'auteur dresse le tableau de la façon dont sont logés les travailleurs immigrés dans les foyers de la Sonacotra, de l'AFTAM (Association pour l'accueil et la formation des travailleurs mi-

grants), de l'ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux), etc. Et ce tableau est terriblement accusateur. L'absence totale de confort et d'hygiène, les brimades, les interdictions humiliantes, le racisme vont de pair avec les loyers exorbitants qu'extorquent aux travailleurs immigrés les dirigeants de ces associations, pour la plupart déclarées « sans but lucratif », qui gouvernent les foyers. Marie-France Moulin dénonce l'hypocrisie d'une législation qui prive les

travailleurs immigrés des droits qui sont les leurs en tant que travailleurs. Elle rappelle les expulsions manu militari, mais aussi le combat des immigrés pour leur dignité et de meilleures conditions de vie.

Ce livre, bien documenté, constitue un recueil de faits précis, révoltants, avec son style sobre et dépouillé.

Lucienne PLAIN

Machines à dormir de Marie-France Moulin - Ed. Maspéro Cahier libre n° 317.



Réédition :

" LE ROLE DE L'INDIVIDU DANS L'HISTOIRE "

de Georges PLEKHANOV

Si le nez de Cléopâtre avait été plus court, aurait-il changé la face du monde ? Si une balle avait tué Bonaparte à Arcore, le coup d'Etat du 18 Brumaire aurait-il eu lieu quand même ? Les grands hommes, les individus jouent-ils dans l'histoire un rôle important ou insignifiant ? L'histoire est-elle faite par les grands hommes ou, au contraire, sont-ils le jouet des événements et des forces qui les dépassent ?

Telles sont les questions auxquelles le marxiste Plekhanov essaie de répondre dans un petit ouvrage intitulé *Le rôle de l'individu dans l'histoire*.

Ce livre n'a pas vieilli. Plekhanov y pourfend avec verve et logique les tenants de l'histoire accomplie uniquement par les grands hommes, ainsi que les « fatalistes », qui attendent tout de la nécessité économique et rien de l'action des individus.

C'est en révolutionnaire socialiste — car Plekhanov l'était encore à cette époque — que l'auteur expose les grandes lignes de la conception marxiste du rôle de l'individu dans l'histoire.

C'est en comprenant les modifications des rapports sociaux que l'on peut influencer sur eux et par

conséquent faire l'histoire, sans attendre qu'elle se fasse toute seule : c'est-à-dire en prenant part au mouvement socialiste, dont le triomphe lui semblait être une nécessité historique. Cela ne pouvait se faire qu'au travers de l'activité militante, un maillon indispensable pour assurer le triomphe du mouvement socialiste.

Un petit livre à lire et à étudier. On peut se passer de l'introduction dont le manque d'esprit contraste fortement avec son objet.

Gilles LANOUX

Le rôle de l'individu dans l'histoire de Georges Plekhanov - Nouveau Bureau d'Édition - 9,30 F.

1956 : SUEZ Auto-justification d'un colonialiste ancien ministre du Parti Socialiste

M. Christian Pineau, membre du Parti Socialiste, l'un des principaux artisans, en tant que ministre des Affaires Étrangères du gouvernement Guy Mollet, de l'expédition de Suez en 1956, vient d'écrire un livre pour tenter de s'en justifier.

Bien sûr, il essaye d'arranger un peu son rôle en se dissociant des déclarations trop outrancières de son cher président et chef de parti, Guy Mollet, qui comparait Nasser à Hitler. Car, pour Pineau, Nasser n'était qu'un « démagogue d'un type courant, comme on en rencontre dans les hommes d'Etat méridionaux ». Et puis, rajoute Pineau, même un chef d'Etat arabe aussi intelligent et occidentalisé que Bourguiba ne respectait pas les traités internationaux. Alors,

comment faire confiance à « des hommes politiques plus primaires ? ».

En dehors de considérations xénophobes de ce genre, Pineau fait bien sûr de la haute politique. Sa thèse est simple : l'expédition de Suez, c'était pour construire l'Europe. Et le bilan est positif, puisque cela nous a rapprochés des Anglais, les a éloignés des Américains et que, en Allemagne, le président Adenauer a admiré notre courage. Il fallait l'inventer !

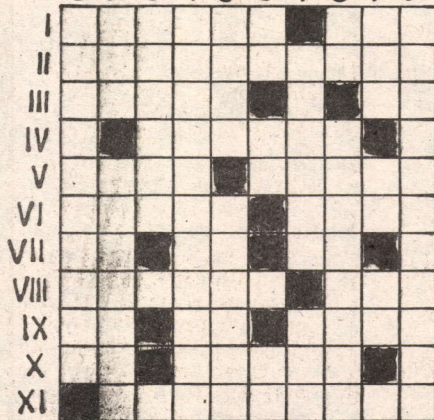
Bref, un livre sans intérêt, sauf pour celui qui voudrait voir comment un ancien ministre « socialiste » justifie ses expéditions coloniales.

Olivier BELIN.

1956-Suez de Christian Pineau - Ed. Lafont - 38 F.

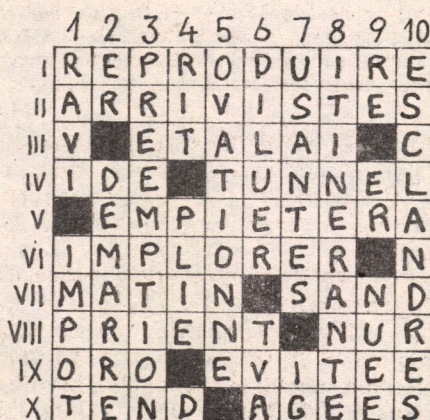
MOTS CROISES

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10



HORizontalement. — I. Vieil Egyptien encore à Paris - Montra la semelle de ses sabots. — II. Nous marierons. — III. Un sacré marrant - Suit le docteur. — IV. On en sépare le bon grain. — V. N'atteint pas la blanche colombe - Toujours à la dernière mode. — VI. Attachait - Petit écran renversé. — VII. Dans la ligne - Il faut l'acheter, la lire, la diffuser - En son sein. — VIII. L'espoir du bidasse - Met des sardines sur l'épaule de l'appelé. — IX. En plein mois de juin, mais aussi en juillet - Possède - Prénom. — X. Précède la science - Empereur romain amateur de grillades. — XI. Sorte de dessert.

VERTICALEMENT. — 1. Une cinquième qui va bientôt avoir sa majorité. — 2. Une pomme - Ce que la lutte fait à la conscience ouvrière. — 3. Donna une raison. — 4. Pion. — 5. Désert sans queue ni tête - Dans un sens travaille dur, dans l'autre se contente d'empocher les bénéfices. — 6. Réfléchi - Le meilleur - Note. — 7. Complètement à sec - Mao bouleversé. — 8. Lettre grecque - Energie prônée par les écologistes. — 9. Et indivisible - Un métal peu répandu - Indéfini. — 10. Donnerais un coup de main.



LETTRE PAYSANNE

de Safi
FAYE

Fille de paysans sénégalais et ancienne institutrice, Safi Faye a entrepris d'utiliser le cinéma pour dénoncer la misère de la paysannerie de son pays.

Lettre paysanne est un documentaire fait pour dénoncer le système économique qui fait du paysan sénégalais le jouet des fluctuations du marché de l'arachide.

C'est à la fin du XIX^e siècle que le colonialisme a incité les pays de ces régions à remplacer l'essentiel des cultures vivrières traditionnelles par la monoculture de l'arachide, destinée à pourvoir aux besoins des pays capitalistes. L'indépendance du Sénégal n'a rien changé à cet état de choses. Simplement, l'Etat s'est substitué aux colonialistes : il organise la collecte de l'arachide, par l'intermédiaire de coopératives étatiques, et en assure la commercialisation à l'étranger. Les paysans, qui ne produisent plus assez d'aliments pour subsister, dépendent donc entièrement de ce que l'Etat voudra



bien leur donner en échange de leur arachide.

Pour décrire tout cela, Safi Faye a choisi de filmer tout simplement la vie quotidienne des paysans de son village natal. On y voit le travail des champs où le machinisme est encore inconnu, les femmes menant de front les tâches ménagères et le travail agricole. On y voit aussi la solidarité active de tous envers ceux qui, faibles ou âgés, ne s'en tirent pas. Puis, lorsque les réserves de vivres viennent à s'épuiser,

les paysans s'interrogent pour trouver une issue et évoquent la grève de l'arachide qui, en 1970, avait permis une amélioration provisoire de leurs conditions de vie. En même temps, pour trouver l'argent qui servira à payer sa dot, un jeune paysan doit partir à la ville. Là, il découvrira une autre forme de l'exploitation et du mépris.

Il y a, dans la description de la vie misérable que mènent avec dignité ces hommes et ces femmes, beaucoup de tendresse. Vi-

siblement, ils sont chers au cœur de Safi Faye. Et, même si elle n'apparaît pratiquement pas, la révolte est là, toute proche.

Ce documentaire, qui a été tourné en 1975, n'est toujours pas sorti au Sénégal et il a eu beaucoup de mal à trouver un distributeur en France.

Alors, mieux vaut ne pas tarder à aller le voir. D'autant que, malheureusement, il ne passe que dans une seule salle !

François ROULEAU.
(Cinéma La Clef, Paris-5^e.)

DEBOUT, LES DAMNÉS DE LA TERRE

de Kimisaburo YASHIMURA

En 1900, plusieurs milliers de paysans japonais décident de porter à l'empereur une pétition réclamant la fermeture d'une mine de cuivre. Car depuis plusieurs années cette entreprise pollue les eaux de la rivière, causant la mort des poissons et stérilisant les terres.

Leur marche sur Tokyo est violemment repoussée par la po-

lice. L'affaire prend une ampleur nationale. Un député d'origine rurale, bénéficiant d'une grande popularité, rend son mandat et rejoint les paysans. Ils continuent la lutte pendant près de dix ans, avant d'être expulsés du dernier village qui tient encore tête aux autorités.

Pour décrire ces événements, le metteur en scène a choisi un ton volontairement épique. Il a assez

peu dépeint la vie quotidienne de ces paysans, préférant privilégier certains moments dramatiques ou certains personnages. Par exemple, celui du député, symbole de la lutte désespérée du Japon traditionnel contre l'industrialisation; celle d'un paysan, partisan de l'action violente; ou celle encore d'un intellectuel cherchant sa voie, en essayant toutes les idées occidentales, du christianisme au

marxisme.

Si les images ou les personnages frappent plus l'esprit qu'ils n'émeuvent, ce film présente tout de même de l'intérêt. Car, même si c'est à grands traits, il évoque toute une période de l'histoire du Japon : les débuts du capitalisme et la guerre russo-japonaise.

Sylvie MARECHAL.
Aux cinémas Luxembourg (6^e) et New-Yorker (9^e).

Communiqué : premier festival de la Chanson de femme

« L'association « Chanson de femme », née en 1976 et qui regroupe environ la moitié des auteurs et compositeurs féminins en activité, s'est donné pour but :

— De faire reconnaître l'existence de la création féminine dans le domaine de l'écriture et de la composition des chansons.

— De propager, par l'intermédiaire de la chanson, une image authentique de la femme. Elle organise le premier festival de la Chanson de femme.

THEÂTRE MOUFFETARD
(76, rue Mouffetard, Paris 5^e - Tél. 567-26-77)
Dimanches en matinée (15 heures).

7, 14, 21, 28 Novembre et 5, 12 décembre 1976.

Pour faire connaître l'existence et la vitalité de la création féminine dans la chanson : 18 heures de chansons de femmes avec

trente auteurs ou compositeurs-interprètes en six spectacles.

Les festival est ouvert à tous. Crèche gratuite pour les enfants. Billets en vente au théâtre, et le samedi à partir du 15 octobre à la librairie des femmes (68, rue des Saints-Pères, Paris 7^e). »

Les douze travaux d'Astérix

de GOSCINNY et UDERZO

Les douze travaux d'Astérix, ou le petit Gaulois plus fort qu'Hercule. Les amateurs des albums ne seront pas déçus par le dessin animé.

Cette fois, Astérix et Obélix doivent relever le défi de César. Ils vont subir, avec succès bien sûr, douze épreuves, toutes plus difficiles les unes que les autres. Obélix dévore le repas des Titans, Astérix, répondant à la terrible question du « sage de la montagne », trouve, les yeux bandés, laquelle des deux piles de linge a été lavée avec la super-lessive. Obélix bat le redoutable guerrier goth, judoka de son état, etc. Il y en a douze comme ceux-là.

Goscinnny et Uderzo ont bien pris garde à ce que les fidèles retrouvent les ingrédients rituels : la potion magique, le barde qui décidément ne chantera pas, les Romains qui sont fous, les Gaulois qui sont chamailleurs et débrouillards. Avec l'habituelle pointe d'esprit cocardier. Mais Astérix sait heureusement ne pas se prendre au sérieux et l'annonce dès le début, puisque son premier mot en français est « cocorico ».

On ne rit pas aux éclats, mais on s'amuse quand même. Pas de surprise donc, ni bonne, ni mauvaise. Astérix est fidèle à lui-même.

Jacques LENOIR.

sélection

FILMS RECENTS

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien au début du siècle.

Impérial (2^e) - Hautefeuille. Montparnasse 83 (6^e) - Mari-gnan (8^e) - Olympic (14^e).

La victoire en chantant : Comédie mordante dénonçant la guerre et le colonialisme à travers le comportement de quelques colons français et allemands en Afrique en 1914.

Studio de la Harpe (5^e) - Saint-Lazare-Pasquier (8^e) - Olympic (14^e).

Barry Lyndon : Une belle évocation de la société britannique au XVIII^e siècle.

Impérial (2^e) - Gaumont rive gauche et Hautefeuille (6^e) - Gaumont Champs-Élysées (8^e) - Ciné Nord (10^e) - Pathé Journal (10^e).

La carrière d'une femme de chambre : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Studio Médicis (5^e) - Biarritz (8^e) - Cinémonde (9^e) - Miramar (14^e).

Les hommes du président : L'enquête de deux journalistes américains déclenche l'affaire du Watergate.

Rex (2^e) - Bretagne (6^e) - Odéon (6^e) - Ermitage (8^e).

Nous nous sommes tant aimés : En Italie, trois résistants trente ans après : un bilan émouvant et plein d'humour.

Les Cinoches de Saint-Germain (6^e).

Un éléphant ça trompe énormément : Pour se distraire, une comédie de mœurs réussie.

Saint-Germain Studio (5^e) - Bosquet (7^e) - Biarritz et Paris (8^e) - Lumière et Maxeville (9^e) - Fauvette (13^e) - Montparnasse Pathé (14^e) - Convention (15^e) - Caravelle (18^e) - Gambetta (20^e).

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Comédie dramatique : le destin tragique d'un fou pas plus fou que ses médecins.

Rio Opéra (2^e) - Paris Loisirs Bowling (18^e).

ANCIENS FILMS A REVOIR

Une vie difficile : La vie d'un couple déchiré entre le désir de réussite sociale et le refus des compromissions. Drôle et triste en même temps.

Marais (4^e) - Styx (5^e) - 14-Juillet (11^e) - Mac Mahon (17^e).

Cabaret : Une histoire d'amour à Berlin, au moment de la montée du nazisme.

Châtelet Victoria (1^{er}).

La dernière tombe à Dimba-

za : Reportage sur l'Apartheid, tourné clandestinement en Afrique du Sud.

Saint-Séverin (5^e).

Un sac de billes : La vie de deux enfants juifs en France pendant la guerre, décrite avec humour et tendresse.

Auteuil Bon Cinéma (16^e).

Les temps modernes : Charlot en ouvrier des temps modernes. Une de ses meilleures comédies.

Champollion (5^e).

Le bal des vampires : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

UGC Opéra (1^{er}) - Cluny Ecoles (5^e) - Marbeuf (8^e).

La pêche au trésor : Comédie avec les Marx Brothers.

Action Christine (6^e).

Lawrence d'Arable : Les aventures d'un officier anglais qui divise pour régner au Moyen-Orient au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Kinopanorama (15^e).

LA LIVRE SOMBRE

La livre-sterling britannique flotte de moins en moins : elle sombre dans la tempête monétaire. Au cours de la semaine, elle vient d'atteindre les cours les plus bas de son histoire. Au point que les banquiers suisses ont suggéré le sourire aux lèvres de troquer son appellation de « livre » (453 grammes) — sterling contre celle plus modeste « d'once » (32 grammes) — sterling !

Il a suffi d'un article dans le journal **Sunday Times** indiquant que les grandes puissances n'accorderaient de nouveaux prêts à la Grande-Bretagne que lorsque la livre aurait crevé un nouveau plancher (celui de 1,5 dollar par livre) sur le marché monétaire pour que la spéculation redouble. Et le gouvernement britannique n'a pas peur du ridicule en faisant retomber les responsabilités des ventes massives de sterlings sur l'information journalistique en question. C'est dire à quel point personne n'ose plus maintenant se cacher l'aberration du fonctionnement des monnaies internationales : quelques lignes dans la presse suffisent à menacer de banqueroute l'un des premiers Etats du monde.

Car c'est bien de banqueroute qu'il s'agit : l'Angleterre ne peut plus payer. Longtemps symbole du dynamisme, voire de l'hégémonie industrielle de la Grande-Bretagne, le sterling n'est plus aujourd'hui que la monnaie d'une puissance décadente,



Elle flottait... maintenant elle coule !

dont l'économie est l'une de celles qui souffrent le plus de la crise du monde capitaliste.

A ce titre, les détenteurs de capitaux lui font encore moins confiance qu'aux autres monnaies, à commencer par le dollar et le deutschemark.

C'est pourquoi, au fil des ans, la spéculation contre la livre a épuisé la quasi-totalité des réserves en dollars de la Banque d'Angleterre.

Et c'est pourquoi le gouvernement britannique vient de demander à ses

collègues ouest-allemand et américain le droit pour la livre de ne plus être une « monnaie de réserve ». En clair, cela signifie que le gouvernement britannique ne serait plus obligé de rembourser en dollars l'ensemble de ses débiteurs, c'est-à-dire tous ceux, Etats ou particuliers, qui détiennent aujourd'hui dans le monde des avoirs en livres sterling, les « balances sterlings ».

En somme, la Grande-Bretagne tient le langage suivant aux Etats-

Unis et à la RFA : si vous ne voulez pas que l'édifice s'écroule, il est temps que vous vous portiez garants de mes dettes, il vous faut endosser la responsabilité de payer avec vos dollars (ou vos deutschemarks, ce qui ferait de la monnaie allemande une « monnaie de réserve ») mes créanciers. Sinon nous coulons tous ensemble.

Alors, que feront dans les prochaines semaines les Etats-Unis ? Et l'Allemagne de l'Ouest ? Chacune de ces puissances a bien sûr conscience du jeu dangereux des monnaies et de la spéculation et du fait que l'affaiblissement des plus faibles les rapproche elles aussi du gouffre. Mais les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest ont encore plus conscience de leur propre intérêt. Plus la crise est grave et plus c'est « le chacun pour soi » dans le monde capitaliste. Les Etats-Unis, et bien plus encore l'Allemagne, craignent de prendre en charge les dettes de la Grande-Bretagne, de peur d'accélérer un peu plus encore leur propre inflation. Ils savent bien que la spéculation contre la livre peut rapidement se doubler ou faire place à une spéculation contre leur propre monnaie. C'est pourquoi, malgré le danger collectif, elles ont commencé par refuser catégoriquement la proposition britannique.

Pour éviter la banqueroute de l'Etat britannique, dont les conséquences se répercuteraient sur toute l'économie mondiale, les autres puissances capitalistes continuent néanmoins à prêter à fonds perdus à l'Angleterre, chaque fois que la situation sur le marché monétaire se dégrade brutalement. Mais le monde capitaliste n'a plus que des palliatifs face à une économie qui s'enfonce dans la crise.

René BLIARD

Nouvelle étape vers la collaboration entre Juan Carlos et la gauche espagnole

A Madrid, le 23 octobre, une nouvelle étape vient d'être franchie dans le regroupement des forces de l'opposition espagnole avec la constitution de la **Plate-forme des Organisations Démocratiques (POD)**.

Cette Plate-forme regroupe, en plus des partis réunis dans la Coordination Démocratique, dont le Parti Communiste et le Parti Socialiste étaient les partis les plus importants, une dizaine d'organisations autonomistes, basques, catalanes, galiciennes, etc.

Mais l'événement nouveau n'est pas tant la constitution de cette Plate-forme, qui n'est jamais qu'un élargissement du regroupement de l'opposition.

La nouveauté réside cette fois dans la formulation du programme que s'est donné la POD : de l'ancien mot d'ordre de « rupture démocratique

négociée », il ne reste plus que la négociation, puisque la POD se propose maintenant de négocier « un **pacte constitutionnel** » avec la monarchie, en vue de participer au référendum constitutionnel proposé par Juan Carlos qui doit précéder la dissolution de l'actuelle chambre et l'organisation d'élections générales.

C'est donc un pas de plus de la part des organisations de l'opposition, y compris du Parti Communiste en direction de Juan Carlos, qui devient l'interlocuteur valable avec qui elles se déclarent officiellement prêtes à négocier.

Aujourd'hui, le Parti Communiste et les organisations qui se réclament de la classe ouvrière se préoccupent surtout de négocier avec le pouvoir leur existence et leur place dans un régime parlementaire.

Le Parti Communiste parviendra peut-être à aboutir à un accord avec Juan Carlos et à se faire reconnaître sur le plan électoral comme un parti comme les autres.

Mais s'il y parvient, ce n'est en rien une garantie ni pour la classe ouvrière ni même pour les militants communistes. Et ne pas préparer la classe ouvrière à se mobiliser pour imposer, élargir et défendre les conquêtes démocratiques, c'est mener une politique dangereuse et désarmer la classe ouvrière non seulement si demain, avec l'aggravation de la crise, un changement d'orientation se dessinait dans les sommets de l'Etat espagnol, mais même si aujourd'hui les travailleurs ne veulent pas être les laissés-pour-compte de la libéralisation.

C.B.

Détaillants en fruits et légumes : la lutte continue

Après une grève de plus d'une semaine, les détaillants en fruits et légumes ont décidé, le mercredi 28 octobre, de reprendre le travail, mais sans tenir compte des nouvelles réglementations gouvernementales sur le blocage des marges bénéficiaires. Les petits détaillants refusent avec indignation les coupes sombres dans leur niveau de vie, alors que grossistes et grandes surfaces continuent à empocher de substantiels bénéfices qu'il n'est pas question de rogner, et alors que l'Etat continue à percevoir, au titre de la TVA, une somme qui grossira automatiquement avec la hausse des prix.

Leur colère est grande et tous ont pu la mesurer au travers du succès de la grève de la semaine dernière, au travers du vote de jeudi dernier au cours duquel le président Rapine, de l'Union Nationale des Fruitiers Détaillants (la plus importante des organisations

professionnelles de détaillants), qui appelait à la reprise, a été désavoué.

Maintenant qu'ils ont mesuré leur force, les détaillants, qui pouvaient difficilement s'installer dans une grève de longue durée, ont décidé de refuser tout simplement d'appliquer les mesures iniques du gouvernement. En somme, plutôt que d'attendre que le gouvernement veuille bien céder, ils prennent eux-mêmes les choses en main et appliquent eux-mêmes l'ancienne réglementation. Bien sûr, cette continuation de la lutte, chacun dans sa boutique, ne sera pas chose facile. Mais si les petits commerçants restent organisés, font preuve de la même détermination qu'ils ont montrée pendant leur grève, ils peuvent contraindre le gouvernement à abandonner les mesures qu'il sera bien incapable d'imposer face à volonté soudée des petits détaillants.

En tout cas, cette volonté de

lutte doit être un exemple pour tous les travailleurs. Car eux aussi pourraient s'organiser pour imposer dans les faits ce qui leur semble juste. Dans les quartiers et les cités, les locataires peuvent s'organiser pour refuser les hausses injustifiées des charges et des loyers; les usagers peuvent refuser d'appliquer les hausses à répétition des tarifs publics, des transports, du gaz, de l'électricité. Dans les entreprises, les travailleurs peuvent aussi imposer l'interdiction de tout licenciement, le réajustement, tous les mois s'il le faut, des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie qu'ils pourraient calculer eux-mêmes. Les employés de banque, soutenus par l'ensemble de la classe ouvrière, pourraient contrôler les opérations bancaires et mettre un terme à la spéculation et à la fuite des capitaux. Bref, la classe ouvrière, en prenant les choses en main, empêcherait non seulement l'appli-

cation du plan Barre, mais aussi celle de tout autre plan des patrons visant à leur faire faire les frais de la crise.

Aujourd'hui, les petits commerçants refusent le blocage de leur marge et ils ont raison de défendre leurs intérêts, car ce n'est pas à eux non plus de faire les frais de la crise. Les autres travailleurs ne doivent pas se laisser dresser contre eux par un gouvernement qui est trop content de les présenter comme responsables de la hausse des prix pour détourner les travailleurs des vrais responsables, les gros capitalistes de la production et de la distribution, qui font la loi sur le marché. Les travailleurs doivent au contraire soutenir la lutte des petits détaillants et, en même temps, défendre eux aussi parallèlement leur propre niveau de vie en se payant sur les richesses que les patrons ont amassées sur leur dos.

Dominique CHABLIS.